

DEUTSCH-FRANZÖSISCHES KOMITEE FÜR DIE
ERFORSCHUNG DER DEUTSCHEN UND FRANZÖSISCHEN
GESCHICHTE DES 19. UND 20. JAHRHUNDERTS

Bulletin

N° 19 (numéro spécial) | Nr. 19 (Sondernummer)

Août 2010 | August 2010

**Préhistoire et naissance du Comité franco-allemand des historiens | Vorge-
schichte und Gründung des deutsch-französischen Historikerkomitees**

Sous la direction de | Herausgegeben von

Jean Paul Cahn | Dietmar Hüser

COMITE FRANCO-ALLEMAND DE RECHERCHES
SUR L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALLEMAGNE
AUX XIX^{ÈME} ET XX^{ÈME} SIÈCLES

Adresses des membres du bureau | Adressen der Vorstandsmitglieder

Präsident | Président

Prof. Dr. Dietmar Hüser (Kassel)
Universität Kassel, Geschichte Westeuropas, Nora-Platiel-Straße 1, D-34109 Kassel
Mail: d.hueser@uni-kassel.de

Generalsekretär | Secrétaire général

Prof. Dr. Jean François Eck (Lille III)
34, rue Erlanger, F-75016 Paris
Mail: jfeck@noos.fr

Schatzmeister | Trésorier

Prof. Dr. Guido Thiemeyer (Siegen)
Universität Siegen, Institut für Europäische Regionalforschungen, D-57068 Siegen
Mail: thiemeyer@ifer.uni-siegen.de

Prof. Dr. Etienne François (Berlin)
Frankreich Zentrum, FU Berlin, Rheinbabenallee 49, D-14199 Berlin
Mail: etienne.francois@fu-berlin.de

Mitglieder | Membres

Prof. Dr. Jean Paul Cahn (Paris IV)
Chemin de Paillard, F-77760 Nanteau-Sur-Essonne
Mail: jean-paulcahn@orange.fr

Prof. Dr. Reiner Marcowitz (Metz)
Université Paul Verlaine, U.F.R. Lettres et Langues, Il du Saulcy, F - 57045 Metz
Mail: reiner.marcowitz@univ-metz.fr

Verantwortlich für diese Sondernummer | Responsable de ce numéro spécial

Jean Paul Cahn, président du comité de 2006 à 2008
Dietmar Hüser, Präsident des Komitees von 2008 bis 2010

Schutzgebühr | Frais d'expédition: 5 €

Für Mitglieder des Komitees im Mitgliedsbeitrag inbegriffen. | Pour les membres du Comité compris dans la cotisation.

Table des matières | Inhaltsverzeichnis

| | |
|---|----|
| Préface Vorwort, Jean Paul Cahn, Paris..... | 4 |
| Retours en arrière Rückblicke | |
| 1. Josef Becker, Augsburg..... | 8 |
| 2. Franz Knipping, Wuppertal..... | 10 |
| 3. Jacques Bariéty, Paris..... | 16 |
| 4. Jean-Marie Valentin, Paris..... | 18 |
| 5. Rainer Hudemann, Saarbrücken..... | 29 |
| 6. Klaus-Jürgen Müller, Hamburg..... | 43 |
| 7. Georges-Henri Soutou, Paris..... | 47 |
| Postface Nachwort, Dietmar Hüser, Kassel..... | 49 |
| Les auteurs Autoren..... | 52 |
| Annexe Anhang | |
| Membres du Bureau 1987/88-2010 Mitglieder des Vorstands 1987/88-2010..... | 54 |
| Colloques du Comité 1988-2010 Tagungen des Komitees 1988-2010..... | 56 |
| Publications du Comité Veröffentlichungen des Komitees..... | 58 |

Préface | Vorwort

Jean Paul Cahn, Paris

Afin de célébrer ses vingt ans d'existence le Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux 19^e et 20^e siècles a ouvert son congrès de Kassel, le 9 octobre 2008, par une table ronde réunissant quelques uns de ceux qui avaient présidé à sa création. Que des historiens évoquent leur passé n'est que l'application de la maxime « charité bien ordonnée... ». Corine Defrance consacre d'ailleurs quelques belles pages à la naissance du Comité dans un livre sur le Centre d'Etudes Germaniques de Strasbourg¹. Mais dans l'esprit du Bureau cette soirée avait avant tout pour objet de dire notre gratitude à ceux qui avaient pris place à la table.

Les 5 et 6 février 1987, à l'invitation de Raymond Poidevin et de Josef Becker, se tenait à Strasbourg une réunion franco-allemande à laquelle participaient dix-sept chercheurs, dont seize historiens ; neuf étaient allemands et sept français. Le dix-septième, Jean-Marie Valentin, était germaniste.

Le sommet de Francfort/Main d'octobre 1986, tout en renforçant la coopération culturelle entre Paris et Bonn, avait rappelé que les contemporanéistes n'étaient guère consultés lorsqu'il était question de relations franco-allemandes. On les avait déjà laissés à l'écart de l'élaboration du programme « Procope », avec l'appui duquel certains d'entre eux devaient construire des programmes de recherche binationaux par la suite.

Francfort avait été un déclencheur, pas un révélateur. A Strasbourg on fit un tour d'horizon, autour de la question « quelle histoire contemporaine pour quelles sociétés contemporaines ? ». Ce bilan frappe encore par sa pertinence.

Un Bureau provisoire fut constitué, auquel appartenaient trois des collègues qui ont participé à la table ronde du vingtième anniversaire : Josef Becker, Rainer Hudemann et Franz Knipping. Il prépara le premier congrès qui se déroula dans les locaux solennels de l'ancienne abbaye bénédictine de Banz (XI^e siècle), près de Bad Staffelstein (en Franconie), du 10 au 12

¹ Corine Defrance, avec la collaboration de Christiane Falbisaner-Weeda, *Sentinelle ou pont sur le Rhin ? Le Centre d'Etudes Germaniques*, Paris CNRS-Editions 2008, pp. 253 – 256.

octobre 1988. Klaus-Jürgen Müller devint président. Deux ans plus tard son secrétaire général, Georges-Henri Soutou, lui succéda, premier président français.

Le présent numéro spécial du *Bulletin* du Comité présente en substance les communications faites à Kassel. Elles mettent en évidence certaines des difficultés auxquelles se heurta la création de notre association ; elles nous permettent aussi de mieux comprendre certains points de nos statuts et donc du fonctionnement du Comité. Les conditions ont évolué, mais les relations culturelles franco-allemandes et, au-delà, européennes, n'ont pas encore atteint le stade de leur maturité institutionnelle, bien des dispositions susceptibles de les faciliter se faisant encore attendre.

Dans les pages qui suivent le nom de Raymond Poidevin sera évoqué avec chaleur. A juste titre : dans la continuité de ceux qu'il appelait avec respect ses « maîtres », Pierre Renouvin en particulier, il a porté haut le flambeau de la recherche historique et en a enrichi les méthodes et résultats. Il fallait un homme de sa compétence, reconnu, incontestable, pour associer comme cela a été fait historiens allemands et français. Quoiqu'en toute modestie Josef Becker mette en avant son collègue français, nous savons ce dont le Comité est redevable à leur entente et à leur coopération.

Les problèmes évoqués rappellent combien il était difficile, il y a deux décennies, de créer une association franco-allemande. Les questions statutaires, pour lesquelles il a fallu imagination et ingéniosité, permettent de mesurer à partir d'exemples concrets, à quel point les initiatives non-gouvernementales étaient malaisées quarante ans après le discours du « salon de l'horloge ». L'histoire de l'Europe avait progressé plus vite que le droit, notamment bilatéral.

L'un des mérites de Josef Becker et de Raymond Poidevin a été de s'entourer de collègues jeunes : ils étaient la promesse que le Comité pourrait s'inscrire dans la durée. Rendons leur cet hommage que, dans les fonctions qui leur ont été confiées, ils se sont montrés à la hauteur des attentes de ceux qui leur avaient accordé leur confiance.

En 1987 – 1988 le Comité comptait dix-sept membres. Nous sommes plus de 200 aujourd'hui. Plus que le nombre compte qu'en rapprochant des hommes et des femmes il a rapproché des savoirs et des méthodes qui se sont enrichis mutuellement. Des rencontres et des congrès sont nés des collaborations entre équipes, entre universités, des cotutelles, etc. S'il existe aujourd'hui une recherche franco-allemande en histoire contemporaine, et s'il est possible, en ce début du vingt-et-unième siècle, d'écrire l'histoire franco-allemande à quatre

mains, il y est pour beaucoup. C'est une réponse à l'une des préoccupations exprimées à Strasbourg en 1987 et la concrétisation des objectifs que se fixait l'article 2 des statuts. Les programmes scientifiques des congrès de ces dernières années en témoignent : l'approche transnationale et comparative y est toujours présente.

Ne négligeons pas la part des travaux individuels. Ajoutons que les objectifs initiaux n'ont pas tous été atteints. Certains sont moins d'actualité. D'autres besoins apparaissent, auxquels il nous appartiendra d'apporter une réponse. Mais le Comité demeure parce qu'il répond à un besoin.

Un merci tout particulier à ceux qui ont rappelé les premières heures de notre Comité lors de cette table ronde – et surtout, qui ont rendu possible tout ce qui s'est fait durant ces vingt dernières années. Le présent *Bulletin* rend compte de leurs interventions dans l'ordre dans lequel elles ont été faites.

En qualité de président en exercice du Comité j'ai eu le privilège de coordonner cette manifestation. J'exprime ici ma très cordiale gratitude à Josef Becker, Franz Knipping, Jean-Marie Valentin, Rainer Hudemann, Klaus-Jürgen Müller et Georges-Henri Soutou qui ont bien voulu rédiger les propos qu'ils ont tenus, ainsi qu'à Jacques Bariéty qui, empêché, avait adressé au Bureau une lettre dont il a été donné lecture, et qui est reproduite dans les pages qui suivent.



Runder Tisch zum Thema „20 Jahre Historikerkomitee | Les 20 ans du Comité des historiens“ auf der Kasseler Medientagung am 9. Oktober 2008 im Eulensaal der Murhardschen Bibliothek. Von links nach rechts: Prof. Dr. Georges-Henri Soutou, Prof. Dr. Dr. h.c. Rainer Hudemann, Prof. Dr. Jean-Paul Cahn, Prof. Dr. Dr. h.c. Josef Becker, Prof. Dr. Franz Knipping, Prof. Dr. Jean-Marie Valentin.

Retours en arrière | Rückblicke

1. Josef Becker, Augsburg

Wenn wir uns heute an die formelle Gründung unseres Komitees 1987/1988 erinnern, dann ist dies zunächst eine Erinnerung an Raymond Poidevin. Er hatte diese Idee zu einer solchen französisch-deutschen Historikervereinigung – und er hat sie mit unermüdlicher Zielstrebigkeit und unter Einsatz seiner vielfältigen Beziehungen auf der französischen und deutschen Seite des Rheins verfolgt. Die Gründung dieses Komitees ist in einer gewissen Weise zu einem der Höhepunkte in seinem Historiker-Leben geworden; es hatte seit seinen Anfängen (unter dem prägenden Eindruck der Katastrophe nach 1933) im Zeichen der Beziehungen zwischen Frankreich und Deutschland und später im Zeichen der europäischen Einigung gestanden.

Wenn ich mich recht entsinne, hat mir Raymond Poidevin erstmals von seinem Plan eines „Comité franco-allemand“ berichtet auf dem Internationalen Historikertag in Stuttgart 1985, wo er die Sektion der Internationalen Beziehungen zwischen den beiden Weltkriegen souverän leitete (trotz der Gefahr, daß nach der Leugnung des Geheimabkommens im Rahmen des Hitler-Stalin-Paktes durch sowjetische Historiker die Diskussionen entgleisten). Generell, so kann man wohl sagen, lag die Gründung von internationalen Fachvereinigungen von Historikern spätestens seit dem Internationalen Historikertag in Bukarest 1980, den langsam spürbaren Wirkungen der Entspannungspolitik und den ersten Anzeichen von Desintegrationspolitik im Sowjetblock in der Luft. Ich erinnere nur an die in Bukarest gegründete „Commission of History of International Relations“.

Ein Zweites kam hinzu: Für das Jahr der 25. Wiederkehr des Deutsch-Französischen Vertrags von 1963 wurden Pläne für die Gründung einer „Association franco-allemande pour les études historiques“ diskutiert (mit dem Direktor des Deutschen Historischen Instituts Paris K. F. Werner als präsumtivem Präsidenten und dem Straßburger Historiker François Dreyfus als Vizepräsidenten). Dieser Versuch scheiterte.

Schließlich ein Drittes: Die Entwicklung der Brüsseler Institutionen der Europäischen Union und ihrer Kompetenzen schien neue bi-nationale oder multi-nationale Strukturen notwendig

zu machen, um sich effektiver um die Vergabe von Mitteln zur Forschungsförderung bewerben zu können.

Nach vielen Vorgesprächen und Sondierungen des Straßburger Historikers in Frankreich wie in Deutschland – ich erinnere hier nur für die deutsche Seite an die maßgebliche Teilnahme von Franz Knipping und Rainer Hudemann – konnte Raymond Poidevin 1987 zur Bildung einer Französisch-deutschen Historiker-Vereinigung nach Straßburg einladen. Hier wurde Raymond Poidevin zum Präsidenten dieser ersten bi-nationalen Historiker-Vereinigung gewählt (gemeinsam mit einem deutschen Kollegen). Ein Jahr später fand mit einem größeren Teilnehmer-Kreis eine erste Jahres-Tagung der neuen Kommission statt. Aus praktischen Gründen wurde sie für einen Termin unmittelbar nach dem Bamberger Historikertag einberufen - in der Nähe der alten Kaiserstadt im ehemaligen Kloster Banz. Die dort verabschiedete Satzung stellte einen nicht immer ganz leicht zu findenden Kompromiß zwischen den unterschiedlichen Strömungen der interessierten Historiker dar. Ich nenne hier nur die Richtung der Internationalen Beziehungen oder der sozialhistorisch orientierten Strukturgeschichte. Auch wenn für Poidevin anfänglich die Relations internationales ein Orientierungspunkt gewesen sein mögen, so waren sie doch nie im Sinne eines Exklusivitätsanspruchs gemeint. Das Comité sollte ein Dach für und Möglichkeiten der Kooperation unterschiedlicher methodischer Ansätze bieten.

Es war nicht zuletzt dem diplomatischen Vermittlungstalent von Raymond Poidevin zu verdanken, daß die Interessenunterschiede (die nicht einseitig national definiert waren) überbrückt werden konnten. Die Banzer Gründungssatzung ist daher auch im wesentlichen noch heute gültig. Und die Zusammenarbeit von Historikern unterschiedlicher Herkunft hat sich über zwei Jahrzehnte hin bewährt. Das beweisen nicht zuletzt die Tagungsbände, die das Komitee von seinen zweijährigen Jahrestreffen publiziert und die aus dem französisch-deutschen Dialog auf der wissenschaftlichen Ebene nicht mehr wegzudenken sind. Sie legen Zeugnis ab für die Fruchtbarkeit der Idee eines solchen institutionalisierten Zusammenwirkens von Historikern von diesseits und jenseits des Rheins. Möge das Komitee auch in Zukunft diesen seinen unerläßlichen Beitrag zu dem Dialog in der „Ökumene der Historiker“ (K. D. Erdmann) leisten.

2. Franz Knipping, Wuppertal

Als Beteiligter an der Gründungsgeschichte des Deutsch-Französischen Historikerkomitees halte ich in 20jähriger Rückschau die folgenden Punkte für besonders erinnerungswürdig.

Die Gründung des Komitees erfolgte 1988 nicht im luftleeren Raum, sondern war damals Ausdruck einer bereits fortgeschrittenen Verdichtung der geschichtswissenschaftlichen Forschung im Bereich der deutsch-französischen Beziehungen des 19. und vor allem des 20. Jahrhunderts, die seit den 1960er Jahren auf dem Wege war. Am Anfang standen zunächst solitäre Initiativen einzelner Forscher, unter denen vor allem die grundlegenden Werke von Eberhard Jäckel (1966), Raymond Poidevin (1969), Jacques Bariéty (1977), Heinz-Otto Sieburg (1977 und schon seit den 1950er Jahren) zu nennen sind. Auf angelsächsischer Seite schalteten sich Stephen A. Schuker (1976) und Walter A. McDougall (1978) in die Erforschung des Themas ein. 1977 legten Poidevin und Bariéty eine maßgebliche Synthese der Geschichte der deutsch-französischen Beziehungen von 1815 bis 1975 vor. Unter den ersten wissenschaftlichen Kolloquien, die sich des Forschungsfeldes annahmen, hatte die Otzenhausener Tagung über „Die Rheinfrage nach dem Ersten Weltkrieg“ (1974) wegweisende Bedeutung, ebenso die vom Deutschen Historischen Institut Paris seit 1977 organisierten Tagungen über die deutsch-französischen Beziehungen in der Zeit des Dritten Reiches. Die deutsch-französischen Beziehungen in der Zeit der Weltkriege waren Gegenstand einer Sektion des 35. Deutschen Historikertages in Münster (1984).

Diese Initiativen lenkten den Blick auf ein verhältnismäßig frisches Thema in einer Zeit, in der die seit den 1950er Jahren einsetzende säkulare Aussöhnung die historische Dimension der deutsch-französischen Beziehungen zunehmend bedeutsam und entwicklungsbedürftig erscheinen ließ. Man könnte mit einigem Recht sogar sagen, dass die historiographische Verdichtung der 1960er bis 1980er Jahre sich synchron mit der Verstetigung des deutsch-französischen Verhältnisses unter dem Elysée-Vertrag entwickelte – was nicht unbedingt bedeutete, dass dieser Vertrag für die Orientierung der Geschichtsschreibung ursächlich war.

Die Initiative zur Gründung eines Deutsch-Französischen Historikerkomitees ging von Raymond Poidevin aus, der, so erinnere ich mich, in den vorhergehenden Jahren bei verschiedenen Anlässen das Desiderat einer formelleren Vernetzung der geschichtswissenschaftlichen Aktivitäten im Bereich der Geschichte der deutsch-französischen Beziehungen angesprochen hatte. Bemerkenswerterweise stellte er, als es konkret wurde, bei seinen Vorüberlegungen von

vornherein die wissenschaftliche Sinnhaftigkeit in den Kontext der Entwicklung der deutsch-französischen Beziehungen auf der politischen Ebene. Sein Einladungsschreiben vom 28. Oktober 1986 an 12 französische und 13 deutsche Historiker, ein Treffen in Strasbourg vorzubereiten, begann mit folgendem *exposé des motifs*:

« Lors de récents colloques sur les relations franco-allemandes plusieurs collègues des deux pays m'ont demandé de susciter une réunion des professeurs d'histoire contemporaine intéressés par ce thème afin que puisse être réalisé une nécessaire coordination. Comme vous le savez, nos deux gouvernements se préoccupent de renforcer la coopération en encourageant notamment la définition de projets de recherche à mener en commun entre universitaires allemands et français. Bien souvent ces projets sont lancés sans faire, au préalable, l'objet d'une large consultation des spécialistes. Il me semble nécessaire de faire entendre notre voix afin que ces projets répondent à un véritable souci scientifique et puissent apporter une contribution importante à la recherche. »

Das Treffen, das am 5. und 6. Februar 1987 im Centre d'Etudes Germaniques in Strasbourg stattfand, war so etwas wie ein „Urknall“. Es nahmen – von Poidevin ausgewählt – 9 deutsche und 8 französische Historiker teil. Nach eingehenden Beratungen beschloss die Versammlung, die Gründung eines Deutsch-Französischen Historikerkomitees – mit dem langen Namen in zwei Sprachen – vorzubereiten und ihm, unter Berücksichtigung der unterschiedlichen Strukturen der Wissenschaftsorganisation in Deutschland und Frankreich, die folgenden Aufgaben zu geben:

- Informationen über laufende Arbeiten zu den deutsch-französischen Beziehungen seit 1815, und auch zu deutschen Arbeiten über Frankreich und französischen Arbeiten über Deutschland, zu sammeln und zu verbreiten,
- Kooperationsprojekte anzuregen und zu fördern, auch im Zusammenwirken mit Vertretern affiner Fächer und mit Historikern, die in dritten Ländern auf dem Feld der deutsch-französischen Geschichte arbeiten,
- Kontakte mit den verschiedenen politischen Stellen, Verwaltungen und Fachverbänden herzustellen, um nach Möglichkeit bei der Entwicklung der deutsch-französischen Kulturbeziehungen einen Platz einzunehmen.

Es wurde ein vorläufiger Vorstand gebildet, in dem Josef Becker die führende Rolle auf der Seite der deutschen Historiker übernahm, und dem des weiteren angehörten: Jacques Bariéty, Jean-Marie Valentin, Rainer Hudemann und ich selbst. Vorläufiger Sitz des Komitees sollte das Centre d'Études germaniques in Strasbourg unter koordinierender Tätigkeit von Raymond Poidevin sein. Die Möglichkeit der Gründung zweier aufeinander bezogener Sitzorte des Komitees, eines französischen und eines deutschen, wurde erörtert, aber eine Entscheidung darüber wurde vertagt. In der Folgezeit wurde der Gedanke der mit einer derartigen bizephalen Organisationsform verbundenen institutionellen Straffung zugunsten der Idee eines lockeren Informations- und gegebenenfalls Koordinationsforums für die laufende Forschung aufgegeben.

Mit diesem Strasbourger Treffen vom Februar 1987 setzte die konkrete Arbeit der Vorbereitung der Komiteegründung ein, die den Zeitraum vom Februar 1987 bis Oktober 1988 umfaßte und in die formelle Institutionalisierung des Komitees am 11. Oktober 1988 in Kloster Banz mündete.

Bis dahin wurden, in etwa einem Dutzend Treffen der Mitglieder des vorläufigen Vorstands, in der Formation aller oder nur einiger Mitglieder, Grundvorstellungen über Organisationsstrukturen und konkrete Funktionen des Komitees erarbeitet und präzisiert. Die Treffen fanden in Augsburg, Stuttgart, Straßburg, Paris und Saarbrücken statt und führten sukzessive zu ersten grundsätzlichen Beschlüssen, so

- über das Selbstverständnis des Komitees, das, zunächst vor allem auf deutscher Seite, mehr in breitem, alle „Schulen“ einbeziehenden wissenschaftlichen Austausch und weniger in politischer Einflussnahme oder Mitwirkung gesehen wurde,
- über die Institutionen, die sich in regelmäßig anzuberaumenden wissenschaftlichen Tagungen (zunächst wurde jedes Jahr, dann jedes zweite Jahr im Herbst ins Auge gefasst, abwechselnd in Deutschland und Frankreich) und turnusmäßig zusammentretenden Vorstandsberatungen und Mitgliederversammlungen sowie einem periodisch erscheinenden Bulletin darstellen sollten,
- über die Mitgliedschaft, die die Promotion voraussetzen und neben den etablierten Lehrstuhlinhabern vor allem auch Nachwuchswissenschaftler erfassen sollte,
- über das Verhältnis des Komitees zu Politik- und Sozialwissenschaftlern sowie den deutschen Romanisten und französischen Germanisten,

- über die Satzung des Komitees, die seinem Selbstverständnis entsprechen sollte, auf „binationale“ Weise deutsche und französische Fachkollegen und Institutionen zu integrieren, wodurch wegen der unterschiedlichen Vereinsrechte in Deutschland und Frankreich erhebliche juristische Probleme zu lösen waren,
- über die Finanzierung durch Mitgliedsbeiträge und Einwerbung von Drittmitteln,
- über die Öffentlichkeitsarbeit.

Es war im Rückblick gewissermaßen eine heroische, jedenfalls aufwendige Zeit, in der alle Mitglieder des vorläufigen Vorstands lernten, dass eine Organisation vom Format eines Deutsch-Französischen Historikerkomitees nur durch erheblichen Einsatz an Zeit und Arbeitskraft auf den Weg zu bringen war. Und dass dazu eine gehörige Portion Idealismus gefordert war.

Es ist für diese Phase insbesondere an die wichtige Rolle von Josef Becker zu erinnern, der die Entwicklung nicht nur als einschlägiger Forscher, sondern auch aus seinem damaligen Amt als Präsident der Universität Augsburg voranbrachte. Als seinerzeitiger Vertreter seines Lehrstuhls an der Universität Augsburg kann ich aus nächster Nähe bezeugen, dass aus der Initiative Poidevins rasch eine Initiative Poidevin-Becker wurde. Beide zusammen haben die Vorbereitung des Komitees an der Spitze des provisorischen Vorstands entscheidend geprägt. Ohne die kongenial moderierende Zusammenarbeit Beckers auf deutscher Seite wäre das Unternehmen in den Mühen der Ebene, nicht zuletzt bei manchen Komplikationen mit Abstimmungserfordernissen auf der deutschen wie auf der französischen Seite, vielleicht sogar steckengeblieben. Ich entsinne mich gut, wie Poidevin wiederholt den Universitätspräsidenten in Augsburg aufsuchte, zu wissenschaftlichen Anlässen, aber stets auch zugleich zu ausgiebiger Beratung über den Fortgang der Komiteegründung. Becker öffnete so manche Tür.

Er war es auch, der bei einem Treffen des vorläufigen Vorstands am 25. Juli 1987 in Strasbourg vorschlug, die Anwesenheit vieler Fachkollegen beim 37. Deutschen Historikertag in Bamberg am 12.-15. Oktober 1988 zu nutzen, um unter möglichst breiter Beteiligung den formellen Gründungsakt des Komitees vorzunehmen. Weitere Beratungen führten dazu, dass schließlich Poidevin und Becker für den 10.-12. Oktober 1988 in die unweit Bambergs gelegene Tagungsstätte der Hanns-Seidel-Stiftung in Kloster Banz zu einer wissenschaftlichen Tagung einluden, die das breite Thema „Französische Einflüsse in Deutschland 1871-1939“ zum Gegenstand haben und den Rahmen für die Komiteegründung bilden sollte. 46 deutsche

und französische Fachkollegen, die das gemeinsame Arbeitsgebiet und die verschiedenen Forschungsansätze der deutsch-französischen Geschichte im 19. und 20. Jahrhundert in der ganzen Breite repräsentierten, nahmen die Einladung an. Mit finanzieller Förderung der Robert-Bosch-Stiftung, des CNRS und der Mission historique française en Allemagne, und mit Unterstützung der Hanns-Seidel-Stiftung, konnte das Vorhaben realisiert werden.

So trafen am Montagabend, 10. Oktober 1988, die deutschen und französischen Fachkollegen tatsächlich ab 19 Uhr 45 erstmals im „Bierstübla“ von Kloster Banz „zum gemütlichen Beisammensein“ zusammen. Am nächsten Morgen, 11. Oktober, hielt Hartmut Kaelble das erste von vier vorgesehenen Leitreferaten über „Der vergessene Nachbar im Westen? Gesellschaftsvergleich und das Bild von der französischen Gesellschaft in Deutschland 1871 – 1914“. Nach lebhafter Aussprache folgte Horst Möller mit dem Vortrag: „Frankreich in der deutschen Kultur der 1920er Jahre“, ebenfalls gefolgt von ausgiebiger Diskussion, die nur durch den Hinweis auf das bereitstehende Mittagessen eine zeitliche Grenze fand.

Nach dem Mittagessen folgte um 15 Uhr der eigentliche Programmpunkt der Tagung: die formelle Gründung des Deutsch-Französischen Komitees. Unter der Anleitung Poidevins und Beckers konstituierten sich die Anwesenden zu einer Generalversammlung, die einmütig die zu treffenden Grundbeschlüsse fasste: über die Formalitäten der Mitgliedschaft, den Entwurf einer – längst nicht vollendeten – Satzung, die Herausgabe eines Bulletins, zu dessen Hauptaufgabe die Information über in Deutschland und Frankreich vorbereitete oder im Erscheinen begriffene Forschungsarbeiten gehören sollte, die Periodizität der Mitgliederversammlung, die man sich als nächstes im Herbst 1990 in Royaumont bei Paris vorstellte – woraus dann Arc-et-Senans wurde. Vor allem wurde für eine Zweijahresperiode ein erster ordentlicher Vorstand bestimmt. Nachdem die beiden Gründerväter Raymond Poidevin und Josef Becker zur Enttäuschung aller erklärt hatten, die weitere Entwicklung als Ratgeber, nicht jedoch als Akteure in der ersten Reihe voranbringen zu wollen, wählte die Versammlung Klaus-Jürgen Müller zum ersten Präsidenten und Georges-Henri Soutou zum ersten Generalsekretär des Komitees, die auf französischer Seite von Jacques Bariéty und Louis Dupeux unterstützt werden sollten, und auf deutscher Seite von Rainer Hudemann und mir selbst. Die eigentliche Geschichte des Deutsch-Französischen Komitees begann so am 11. Oktober 1988 im herbstlich-strahlenden Ambiente Oberfrankens, en face von Vierzehnheiligen. Der Gründungsakt wurde natürlich am Abend, wieder im „Bierstübla“, ausgiebig gefeiert.

Und am nächsten Morgen ging die wissenschaftliche Aussprache in durchaus beschwingter Stimmung zu Ende, inspiriert durch zwei französische Vorträge: von Jean-Pierre Daviet über

„La compagnie Saint-Gobain en Allemagne“, und von Pierre Jardin über „La politique rhénane de Paul Tirard“, die in längeren Aussprachen vertieft wurden. Die meisten Teilnehmer führen nach dem abschließenden gemeinsamen Mittagessen zum beginnenden Historikertag ins nahegelegene Bamberg.

Soviel zur unmittelbaren Gründungsgeschichte des Komitees. Die weitere Entwicklung in der gemeinsamen Vorstandsarbeit deutscher und französischer Fachkollegen blieb spannend und arbeitsintensiv, verlief auch gelegentlich keineswegs spannungsfrei. Die Komiteegründung wurde in Fachwelt und Öffentlichkeit freundlich aufgenommen. Die Mitgliederzahl stieg auf beiden Seiten langsam, aber stetig. Die Beiträge zu den Kolloquien riefen alsbald nach der Gründung einer Schriftenreihe des Komitees. Hamburg, der Heimatort des ersten deutschen Präsidenten, wurde formell zum Sitz des Komitees in Deutschland. Eines kam zum anderen. Vielleicht wird der Weg, den das Komitee seit 1988 genommen hat, einmal ausführlicher darzustellen sein als es in diesem Rahmen möglich ist.

Um nochmals zum Anfang zurückzulenken. Im Kern ging es damals darum, die ersten Elemente eines Netzwerks zwischen deutschen und französischen Historikern des 19. und 20. Jahrhunderts, die sich seit den 60er Jahren ergeben hatten, durch formelle Zusammenführung und Koordinierung zu verdichten und dadurch das gemeinsame Forschungsfeld insgesamt voranzubringen. Die Akteure der frühen Stunde hatten auch, glaube ich, den Eindruck, nicht nur mit wissenschaftlichem, sondern auch mit politischem Rückenwind zu arbeiten. Vielleicht war letzteres ein mehr unbewußter Eindruck. Im Rückblick nach 20 Jahren scheint es, dass sie insgesamt gesehen doch einigermaßen erfolgreich waren. Ich persönlich bin jedenfalls stolz darauf, an der Gründungsgeschichte mitgewirkt zu haben.

3. Jacques Bariéty, Paris*

Mes dames et Messieurs, chers Collègues,

cette année 2008 marque le vingtième anniversaire du Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux 19^e et 20^e siècles. La réunion de Kassel fournit l'occasion de le rappeler et de le commémorer. Ne pouvant pas être avec vous à Kassel, je tiens à vous faire parvenir cette courte adresse pour dire ma fidélité à notre Comité et à ceux qui en préparèrent la création. Il se trouve que je les ai bien connus.

Deux noms s'imposent ici d'emblée, ceux de Raymond Poidevin et de Josef Becker. Au cours des années 1970 et 1980 Raymond Poidevin et Josef Becker se rencontrèrent souvent et établirent une première coopération bilatérale entre Metz et Augsbourg, à laquelle ils me firent l'honneur de me faire participer. Cher Josef Becker, je vous dis mon très fidèle souvenir. Je veux citer aussi, parmi les précurseurs, Karl-Otmar von Aretin, le très actif directeur de l'*Institut für europäische Geschichte* de Mayence, où tant de jeunes historiens français se formèrent, et Eberhard Jäckel, qui nous reçut souvent à Stuttgart ; tous deux participèrent à la réunion de fondation du Comité à Strasbourg en février 1987.

Avec émotion je cite le nom de Heinz-Otto Sieburg. Il était mon aîné, j'ai appris à le connaître au début des années 1960, alors que j'étais encore un jeune chercheur. C'était un homme d'une honnêteté intellectuelle exemplaire et d'une grande générosité. Il portait en lui la relation franco-allemande comme une passion, parfois douloureuse ; je lui dois beaucoup. Lorsque Raymond Poidevin me fit la confiance de m'appeler auprès de lui, à Metz en 1971, comme maître-assistant, l'une des premières choses que je fis fut de l'amener à Sarrebruck chez Sieburg. Ce qui allait devenir cette sorte de jumelage entre historiens contemporanéistes de Sarrebruck et de Metz est sorti de cette rencontre. Heinz-Otto Sieburg ne participa pas à la réunion fondatrice du Comité à Strasbourg en 1987 ; il était en retraite. Je tiens à rappeler ici son rôle de précurseur.

Je veux terminer ces quelques mots en rendant un hommage particulier à la mémoire de Raymond Poidevin. Il a voulu ce Comité pour réunir historiens français et allemands, certes, mais aussi pour la qualité scientifique des recherches sur les relations entre nos deux pays, thème

* Dans l'impossibilité d'être présent à Kassel, Jacques Bariéty avait envoyé la présente lettre dont il a été donné lecture lors de la table ronde.

aujourd'hui, et depuis ces dernières années, si souvent traité et parfois maltraité. Il a tenu à sauvegarder la rigueur de la méthode historique et la faire reconnaître et aider par les pouvoirs publics. Jusque dans les dernières années de sa vie, qui lui furent si cruelles, il a mené le bon combat. Puisse l'exemple de son travail animer toujours nos travaux.

4. Jean-Marie Valentin, Paris

I - Permettez-moi tout d'abord de m'associer très sincèrement à la célébration du 20^e anniversaire de la création du « Comité franco-allemand de recherches sur l'histoire de la France et de l'Allemagne ». Et de féliciter par la même occasion le Professeur Jean-Paul Cahn que je connus à Nancy et Strasbourg et qui a fini par me rejoindre à la Sorbonne il y a quelques années. C'est un germaniste de formation, qui l'est resté, mais a donné à la notion, toujours un peu floue, de « civilisation » (exceptons-en naturellement Fernand Braudel), un vrai contenu méthodologique, et son cas a pour moi une forte valeur symbolique. Par-là même, il nous introduit au cœur du problème tel qu'on peut le voir à travers les rapports entre des champs *a priori* distincts. Consultant la dernière livraison de l'annuaire distribué à ses membres par le « Comité », je constate d'ailleurs que les germanistes français représentent quelque 22% de l'ensemble des adhérents, chiffre qui s'élève à 40% pour la seule partie française. Est-ce le fait que beaucoup d'entre eux n'ont pas trouvé la place qu'ils pensaient devoir être la leur au sein de leur corporation d'origine ?

La question pourra paraître d'autant plus importante — et en même temps paradoxale — que la germanistique française est, sauf erreur, la seule au monde à faire une place à la civilisation dans la formation et la recherche, ce qui lui a conféré un profil historisant, parfaitement compatible d'ailleurs avec l'étude de la littérature (sauf pour quelques formes extrêmes de pratique du structuralisme) et des idées, mais qui convergeait avec une linguistique, certes largement déconnectée de la diachronie, mais accueillante à l'analyse des discours. J'ai eu l'occasion de prendre la pleine mesure de cette situation singulière à Paris en 2005 lors du Congrès mondial de l'« Internationale Vereinigung für Germanistik » qui m'avait élu à sa présidence à Vienne cinq ans plus tôt, non sans que l'Assemblée Générale n'ait à cette même occasion substitué, à la demande de quelques-uns d'entre nous, le terme générique de « Germanistik », par nature englobant, à la formule utilisée en 1951 par les pères fondateurs, sanctionnée par la rencontre initiale de Rome en 1955 et qui parlait, plus restrictivement, de « Sprach- und Literaturwissenschaft ». Un demi-siècle plus tard donc ce schéma binaire l'emportait encore dans la quasi-totalité des 61 pays représentés.¹

¹ Voir Jean-Marie VALENTIN (Hrsg.), *Germanistik im Konflikt der Kulturen*. Akten des XI. Internationalen Germanistenkongresses Paris 2005. *Jahrbuch für Internationale Germanistik* (77-88), 12 Bde, Bern, Peter Lang, 2007-2008.

Il m'était pourtant apparu de bonne heure que l'orientation française, avec sa tripartition, précieuse incontestablement au regard des apprentissages recommandés aux étudiants, souffrait de vraies faiblesses dès lors qu'il s'agissait de recherche. L'amateurisme représentait une menace réelle et le risque d'une lecture des textes et documents mimétique et bavarde — c'est-à-dire non soutenue par les outils d'analyse propres aux productions fictionnelles — ne pouvait être ignoré. De même faisaient trop souvent défaut aux germanistes civilisationnistes la culture historique et une initiation aux « sciences auxiliaires » (Hilfswissenschaften). S'imposa alors l'idée que l'aventure d'un rapprochement fructueux avec l'histoire en tant que science ne pouvait être tenté qu'au prix d'un double mouvement de coopération incluant, d'une part, la reconnaissance par les historiens de l'apport, linguistique et culturel, des formations d'une germanistique traditionnelle qui ne connaissait pas le système du « Nebenfach », d'autre part, la prise de conscience par les germanistes de la nécessité d'une familiarisation poussée avec les interrogations propres aux historiens des diverses obédiences.

II - Nous voici revenus à notre point de départ, à Jean-Paul Cahn et au contexte intellectuel du « Comité ». Soucieux, pour des raisons personnelles, familiales, géographiques, d'entreprendre un travail sur la Sarre dans le cadre des relations franco-allemandes, l'actuel Président de votre « Comité » songeait à étudier de plus près, non les circonstances relatives au référendum de 1955, mais la nature concrète du processus de réintégration du Land dans l'économie de la République Fédérale à l'époque d'Adenauer, tel qu'il peut s'observer de 1955 à 1957.²

L'évidence était forte : un tel projet ne pouvait être mené à bien que sous la direction d'un historien contemporanéiste, familier de l'Allemagne et maîtrisant sa langue, pour qui les échanges économiques constituaient le point central de ses analyses.

L'université voisine de Metz, récemment fondée, avait la chance de posséder en son jeune doyen la personne qui correspondait, idéalement et à tous les points de vue, au directeur de thèse requis par un tel sujet. Vous l'avez deviné : il s'agissait de Raymond Poidevin qui, avec le Professeur Josef Becker, par bonheur présent aujourd'hui parmi nous, porta le Comité franco-allemand sur les fonts baptismaux.

C'est au demeurant à cette époque que je fis sa connaissance et, j'oserai le dire, me liai d'amitié avec lui. Nos futures coopérations, à Strasbourg aussi plus tard autour d'une *Revue*

² Les résultats en ont été publiés dans la Collection « Contacts » aux Éditions Peter Lang sous le titre : *Le second retour. Le rattachement de la Sarre à l'Allemagne 1955-1957.*

d'Allemagne à laquelle il s'appliquait à insuffler un nouveau dynamisme, se concrétisèrent, sous forme de jurys de thèses, de rencontres et de colloques auxquels Jacques Bariéty apportait une participation toujours novatrice et trouvèrent là leur point de départ.

Une certitude allait en découler qui ne cessa de stimuler nos initiatives futures : je veux parler de la conviction qui fut rapidement la nôtre que l'« objet Allemagne » (pour reprendre la terminologie de Pierre Nora) exigeait une pluralité d'approches recherchant la complémentarité dont chaque discipline, prise dans son acception classique, devrait tirer profit. Que la prétention globalisante et exclusiviste des uns et des autres, non seulement n'avait plus lieu d'être, mais conduisait aussi à des impasses scientifiques majeures — ainsi l'ambition des germanistes dits civilisationnistes du type d'Edmond Vermeil se proposant (rien de moins !) d'« expliquer l'Allemagne » dans le prolongement de la catastrophe « inexplicable » de Sedan. Que le recul du nombre des historiens, pour l'essentiel alsaciens et lorrains, maîtrisant l'allemand, posait à terme un délicat problème de recrutement de spécialistes armés comme il convenait de l'être pour affronter la question d'une compréhension en profondeur, mêlant représentations et expressions culturelles, d'une Allemagne devenue l'alliée de la France dans l'entreprise commune d'édification de l'Europe.

III - Peu de temps après, mais parallèlement aussi à des dialogues jamais interrompus avec Raymond Poidevin, je fus appelé à œuvrer au sein du nouveau Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche que le Président Valéry Giscard d'Estaing venait de confier, dans le but aussi de le doter des structures qui devaient en conditionner le fonctionnement, à Madame Alice Saunier-Séité. Cette géographe, qui avait été la première femme à être nommée Recteur d'Académie (c'était à Reims), s'alignait sans réserve, pour ce qui était de la politique scientifique vers l'extérieur, sur les positions du Président, et, en dépit de différends parfois virulents, celles de son Premier Ministre, Raymond Barre.

L'idée se fit jour alors que le moment était venu de prendre des initiatives dotées d'une grande visibilité et porteuses d'une symbolique forte. La politique, l'économie et les finances figuraient certes en tête des préoccupations des plus hauts responsables de l'État, mais ce vaste dessein avait également l'avantage de reconnaître le poids des facteurs culturels. Notons-le : c'est à partir de ces années-là que les politiciens français ont fait de la culture (voyez le sommet de février 1981) — ce par quoi il eût fallu commencer si l'on ajoute foi au mot

(apocryphe !) attribué à Jean Monnet un des éléments concrets de leur action en direction de l'Allemagne.³

Accablés que nous sommes aujourd'hui par le reflux (massif) des moyens accordés aux institutions allemandes en France (DAAD, Goethe-Institut...) et le redéploiement consécutif des actions culturelles françaises en Allemagne, nous avons peine à imaginer le climat d'enthousiasme qui régnait alors. Des années 1970 à la quasi-fin des années 1990, les initiatives se succédèrent, marquées par des créations toutes hautement significatives. Ce furent le CIRAC (1981), le Collège franco-allemand pour l'Enseignement Supérieur et le Haut-Conseil culturel franco-allemand (1988), puis, en 1997, la décision instaurant la double mise en place du Centre Interdisciplinaire d'Etudes et de Recherches sur l'Allemagne (CIÉRA), institution totalement nouvelle, voulue par les autorités de Bonn, et d'une université franco-allemande dérivant, pour ce qui la concerne, du Collège franco-allemand auquel elle ajoutait le troisième étage qui lui faisait jusque-là défaut. Tout en respectant scrupuleusement les principes d'organisation et de fonctionnement du CFAES, elle ouvrait les portes à la recherche dans le prolongement des Graduiertenkollegs et des Écoles doctorales. Rappelons que le sommet de Weimar où se rencontrèrent Jacques Chirac et Helmut Kohl avait été qualifié par les diplomates de « sommet à dominante culturelle » (« mit kulturellem Schwerpunkt »), précision sémantique qui consacrait à nouveau au plus haut niveau l'esprit d'une coopération culturelle institutionnalisée.

Il est juste pourtant de préciser que cette reconnaissance du fait culturel avait été largement anticipée par l'institution à Francfort en 1988, comme on l'a dit tout à l'heure, d'un Haut-Conseil culturel franco-allemand (« Deutsch-französischer Kulturrat »), composé à parité (9 membres de chaque côté) de personnalités françaises et allemandes. Ce HCCFA était chargé de faire aux deux gouvernements des propositions de divers ordres ayant pour objectif commun de susciter rapprochements, dialogues, collaborations, ponctuelles ou durables, dans les domaines les plus nombreux possibles des relations culturelles entre les deux pays. Il s'agissait ainsi d'une sorte de *think tank*, censé d'autant mieux répondre à sa vocation qu'il ne disposait pas de budget propre et se composait — ce fut pleinement vrai lors du renouvellement de 2005 — de représentants qualifiés de quelques secteurs majeurs de la vie culturelle :

³ Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL (Hrsg.), *Kulturelle und wissenschaftliche Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert: Ein institutionengeschichtlicher Ansatz*, Sigmaringen, Thorbecke, 2006.

l'édition, les médias, les industries de la musique, l'Université, les musées, les théâtres notamment.⁴

Il se trouve que j'ai été directement impliqué dans la conception et la réalisation de ces projets de sorte qu'il m'est possible, tout en m'imposant, là où il le fut, le devoir de réserve qui convient, de dégager de ce foisonnement quelques principes, espérant par ce moyen faire ressortir l'originalité du « Comité des historiens ».

IV - Avec le Collège franco-allemand dont l'implantation était à Strasbourg, grâce à Pierre Pfmilin et François-Georges Dreyfus, et l'allemande à Mayence, c'est la formation commune d'étudiants de premier et deuxième cycles qui était mise en avant. L'immersion totale dans l'autre système, la constitution de promotion binationales, l'obligation d'étudier trois semestres dans son pays et trois autres chez le partenaire (ou inversement, selon le cas), posaient de très hautes exigences intellectuelles qu'il a fallu imposer à des universités et des grandes écoles, réticentes au début, puis maintenir face à des courants, essentiellement politiques, protestant contre « l'élitisme » (*sic* !) de la ligne suivie par un CFAES contraint pour exister de se différencier des simples modes d'échange alors en plein essor. Ce ne fut certes pas chose facile, mais la fermeté du groupe binational à qui incombait cette tâche permit de sauvegarder l'essentiel.

Co-rédacteur du texte fondateur, membre puis président (1995-1999) de cette jeune institution, j'eus la tâche délicate de diriger la délégation française qui, en complet accord avec la délégation allemande placée sous la responsabilité du Professeur Heinz Kuhnle, recteur de la T.H. de Karlsruhe, mit au point le texte, accepté tel quel par les deux parties à Weimar, par lequel était ratifiée l'existence à venir de l'Université franco-allemande. Précision capitale du point de vue d'une collation des grades refusée à l'institution : l'UFA s'appelait en allemand « Deutsch-französische *Hochschule* » (DFH). Au regard de sa définition en tant que « personne morale », l'UFA disposait de la personnalité juridique, ce qui l'autorisait à gérer elle-même un budget que la France et l'Allemagne s'engageaient à honorer selon des contributions (théoriquement !) égales.

Au plan pratique, le Collège et l'Université reposaient sur des accords de coopération entre établissements, fondés sur la reconnaissance réciproque des acquis pédagogiques internes et externes. Dans le cadre de l'UFA, cela revenait à concéder à l'Assemblée des établissements

⁴ Citons, pour sa composition actuelle, les noms de Jacques Toubon, Nele Hertling, Helma Sanders-Brahms, Werner Spies, Jean-Marie Valentin, Alain Gründ (successeur d'Antoine Gallimard), Jean Rozat, Ingo Kolboom... *Siège français*: MAE. Centre de Conférences internationales, 23 rue Lapérouse, F 75016 Paris.

membres une fonction institutionnelle qui n'existait pas pour le CFAES. Le fait que les niveaux 1, 2 et 3 des formations aient été pris en considération a facilité le passage — il se fit sans heurts majeurs — au système dit LMD en France et « de Bologne » (Bologna) ailleurs.⁵ Enfin l'absence de toute restriction disciplinaire rendait envisageables des aménagements sélectifs, même si, pour certains secteurs, la question de l'*effectus civilis* se rapportant aux formations professionnalisantes réglementées (droit, médecine en priorité) rendait nécessaires des discussions avec d'autres ministères dont le nombre était multiplié en Allemagne par celui des *Länder* en conséquence du principe de la « Landeshoheit ». C'est là une question qui, hélas, est loin d'être réglée.

Les décisions de Weimar, en donnant naissance au CIÉRA au terme d'une genèse compliquée, ont également innové, mais d'une manière plus limitée et individuelle, en faveur de la mobilité. Le système est dans les faits celui de l'attribution de bourses, accordées à des étudiants, de master surtout, accueillis pour quelques mois dans une université ou un centre de recherche allemands, l'accent étant mis sur les sciences humaines et sociales, le droit n'apparaissant qu'aux marges. La volonté sous-jacente est de dépasser la dimension monodisciplinaire de la formation initiale reçue à l'université. Lors des discussions préparatoires, dans lesquelles Michael Werner et moi-même avons eu la mission de fixer les contours de la nouvelle institution avec les conseillers de Claude Allègre, il est vite apparu que le CIÉRA ne devait ni délivrer de diplômes propres, ni avoir des étudiants uniquement rattachés à lui, ni privilégier les germanistes et historiens. Le but était de faire naître un réseau d'établissements de prestige présentant une offre collective de séminaires propres à attirer de jeunes chercheurs du vaste secteur intéressé et que l'on s'appliquerait à motiver par la participation à des universités d'été, thématiques et méthodologiques.

L'appel d'offre préalable à la décision finale aboutit à la constitution d'une coopération entre Paris I, Paris IV et l'EHESS, universités et école auxquelles fut associé un pôle lyonnais constitué de Lyon II, l'ENS-LSH et l'IEP de Grenoble. L'ENS-Ulm sollicita par la suite un rattachement qui lui fut accordé en dépit du nombre extrêmement faible de ses participants actifs potentiels au projet. Enfin, le CIRAC, statutairement hors Université (mais logé dans les locaux de Cergy-Pontoise), était supposé apporter à cette entente une dimension économique et une base documentaire qui lui faisait défaut.

⁵ Lire, dans le *Bulletin* du Comité (n° 18 septembre 2008), la rapide mais très juste présentation-évaluation de l'UFA par Pierre MONNET (p.30-35). Quand cet auteur la définit (p.31) comme un « opérateur stratégique d'un réseau décentralisé [disposant] d'un savoir-faire en terme d'évaluation et d'assurance-qualité », il traduit parfaitement les intentions des rédacteurs du projet.

Le processus de constitution d'une nouvelle entité n'est qu'en partie satisfaisant. D'abord parce que le CIÉRA ne s'intéresse qu'à la formation des jeunes chercheurs. Ensuite parce que, au-delà du cas particulier, se pose de toute façon la question devenue suraiguë, des moyens, le problème de la rationalisation incluant un partage net des compétences sans doublons, un recours réduit au principe, lourd et coûteux, d'institutionnalisation qui tend à la pérennisation du provisoire, ainsi qu'une préférence donnée aux formes souples, et donc évolutives, de coopération. Pourquoi n'avoir pas fait de l'Université franco-allemande le support des différents axes pris en charge par le CIÉRA ? Le coût des infrastructures en eût été sensiblement allégé et l'intégration de quelques services spécialisés n'eût nécessité que de modestes et peu nombreuses adaptations statutaires et organisationnelles, d'autant que le CIRAC aurait pu servir de base à la création d'une banque d'information documentaire en réseaux reliée aux « Frankreichzentren », et aux fonds, uniques par leur richesse, de la Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg.

V - On touche ici à des conditions qui ne sont pas sans rapports avec le contexte dans lequel se produisit la création du « Comité ». De toute évidence, les historiens et germanistes de Strasbourg, Metz et Nancy avaient été ulcérés par la décision d'implanter le CIRAC à Paris.⁶ Encore adjoint à l'époque de Jacques Béguin, Directeur général au MESR, j'avais avancé l'idée d'une structure d'accueil fondée sur une confédération des universités lorraines et alsacienne qui regroupaient un maximum de compétences, particularité qui, pour certains secteurs (droit, sociologie, économie, sciences religieuses...), n'avait pas alors d'équivalent en France. Les réactions, celle du Ministre, celle aussi du Président Giscard d'Estaing, avaient été favorables, seules étaient réservées les modalités d'ordre pratique.

Le tournant politique de 1981 eut pour effet une nouvelle stratégie qui privilégiait Paris, l'« astuce » étant de sortir, comme on l'a signalé, le nouveau Centre du cadre strictement universitaire en le dotant d'un statut ressortissant au cadre classique de la loi de 1901 sur les associations. Subventionné par les Ministères (Universités et Affaires Etrangères), mais contraint de trouver des ressources propres — l'expertise rémunérée en direction des entreprises se substituant pour une part de plus en plus sensible aux activités de recherche —, ce centre se mua en service pour la grande presse et le monde de l'économie sans que les universités, qu'il s'agisse de l'histoire ou des études germaniques, en pussent tirer un profit mesurable.

⁶ Beaucoup de données intéressantes sur le sujet dans Corine DEFRANCE, *Sentinelle ou pont sur le Rhin ? Le Centre d'Etudes Germaniques*, Paris, CNRS, 2008.

Incontestablement, il y eut là une deuxième cause de conflit. Le désaccord dépassait en effet les hommes, les affiliations politiques et la lancinante querelle entre « la » province et la capitale. On le vit bien lors des réunions du Conseil d'Administration du CIRAC. Invité par Bernard Decombs à participer aux travaux de la nouvelle Direction de la Recherche dont il avait la responsabilité (redéfinition des 3^{es} cycles, contractualisation quadriennale des établissements, refondation du doctorat en harmonie avec les standards internationaux, création de l'Habilitation à diriger les recherches — on voulut bien accepter ma proposition favorable à une reprise pure et simple du terme en usage en Allemagne), j'y participais au titre de représentant d'une autorité à laquelle je me devais ensuite de faire rapport. Mais y prenaient part également, en tant que membres dits « fondateurs », François-Georges Dreyfus, Jacques Bariéty, Pierre Bertaux et Joseph Rovan, de sorte que les lignes de fracture furent très rapidement visibles. S'il n'était pas envisageable de revenir sur une implantation existant désormais depuis plusieurs années, l'idée de réorienter le CIRAC en direction d'activités de recherche sur une base franco-allemande était vigoureusement soutenue par Jacques Bariéty notamment. Mais « prendre le pouvoir au CIRAC », comme il le demandait après le nouveau changement de majorité politique instaurant la cohabitation de 1986, relevait, on s'en rendit vite compte, du *wishful thinking*.

C'est toutefois la rencontre de Versailles qui rendit la rupture inévitable et entraîna la recherche d'une solution de substitution *extérieure au CIRAC*. A cette occasion, il apparut publiquement que l'opposition à la suprématie parisienne et aux choix opérés pour le CIRAC était désormais conduite par Raymond Poidevin, devenu le 1^{er} janvier 1986 directeur du Centre d'Etudes Germaniques de Strasbourg et, à ce titre, successeur de François-Georges Dreyfus. Raymond Poidevin mit alors en avant (et avec beaucoup de fermeté) l'insuffisante prise en compte des travaux des historiens français de l'Allemagne et de leurs collègues allemands travaillant sur la France. La revendication recoupait naturellement ses propres centres d'intérêt. Mais elle se positionnait aussi, et plutôt habilement, en portant l'accent, contre l'étude de la société actuelle (entendre : du « temps présent », la *Zeitgeschichte*) et de ses forces politiques (selon les axes inaugurés par Alfred Grosser), l'histoire contemporaine depuis le Congrès de Vienne. Poidevin insistait de même sur les équipes de recherche existantes, la participation des hommes venant en quelque sorte rendre crédibles les projets élaborés, loin de tout effet d'annonce et des simples déclarations d'intention.

Cette prise de position, en quoi il faut voir l'amorce programmatique de tout ce qui suivra, se retrouvait dans le nouvel organigramme du Centre de Strasbourg dont le premier axe, adopté

le 12 juin de la même année, était intitulé « l'influence française en Allemagne depuis 1815. » Placé sous le signe de l'interdisciplinarité (fait nouveau pour le Centre... et pour Raymond Poidevin), il accueillait simultanément des historiens, des juristes, des économistes et des germanistes, mais pas de représentants des arts et de la pensée. Tous étaient appelés à collaborer sur des thématiques nouvelles transversales, comme la culture politique, les politiques culturelles et leurs vecteurs, l'étude des discours etc..

Autre donnée qui conforte le sentiment d'un réel mûrissement théorique rendant envisageable le passage à une mise en place concrète : l'offre faite à deux universités allemandes (qui l'acceptèrent) de contribuer à la définition des points sur lesquels une intégration des recherches menées des deux côtés du Rhin pouvait devenir réalité : Augsbourg (Josef Becker, Henning Kraus) et Tübingen (Franz Knipping). Dans le même esprit fut organisé les 16, 17 et 18 janvier 1987, un colloque parisien (il eut lieu au Grand-Palais) sur « La France et l'Allemagne entre les deux Guerres Mondiales ». J'en avais pris l'initiative, soutenu par Jacques Bariéty et le germaniste-philosophe Alfred Guth — nous étions tous trois alors professeurs à la Sorbonne où j'avais succédé à Claude David. Que ce soient cette fois des germanistes qui soient allés au devant des historiens, rien ne le prouve mieux que le fait que le sujet recoupaît très exactement une question du programme du concours de l'Agrégation d'*allemand*, que je devais présider dès l'année suivante.

Il vaut de mentionner les principaux intervenants, historiens et germanistes à ce colloque. Il s'agissait, du côté français, de Georges-Henri Soutou, de Jacques Bariéty, de Raymond Poidevin, de Christian Baechler, et, du côté allemand, de Klaus-Jürgen Müller et de Franz Knipping. Pour la partie culturelle prirent la parole Lionel Richard, Ekkehard Blattmann, spécialiste éminent du Heinrich Mann francophile, Claude Foucart, dont les publications sur André Gide et l'Allemagne faisaient autorité, et de deux spécialistes des études de la presse d'opinion, Michel Grunewald (*Die neue Rundschau*) et Alain Fleury (*La Croix* et l'Allemagne).⁷

VI - C'est dans le prolongement du tournant pris alors qu'il convient de considérer les journées fondatrices des 5 et 6 février 1987 à Strasbourg dont Raymond Poidevin fut, de bout en bout, le *spiritus rector*. Le Comité, qui devait sortir de ces débats, manifestait un volontarisme

⁷ Les Actes ont paru sous la direction de Jean-Marie VALENTIN, Jacques BARIETY, Alfred GUTH. Cf. *La France et l'Allemagne entre les deux Guerres Mondiales*, Nancy, PUN, 1987. On y trouvera en outre aux pages 193-211 l'article de Hermann HARDER sur le cinéma (« Von der *Grande Illusion* zur *Règle du Jeu* ») et, aux pages 213-234, celui de Claude SCHNAIDT sur « Les relations difficiles des architectes. »

de bon aloi. Pour les participants, les choix de personnes et de politique définis par la création du CIRAC demeuraient toujours aussi contestables, dans la mesure surtout où ils officialisaient dans la durée (cinq ans à ce moment-là) une ligne unique, faisait l'impasse sur les travaux des spécialistes universitaires patentés et tendait à une forme de journalisme informatif et explicatif. Tous considéraient qu'il était nécessaire de faire apparaître en pleine lumière des travaux de fond, nourris des méthodes confirmées d'investigation académique. A un moindre degré, il s'agissait aussi de se démarquer de la mission historique française de Göttingen dont on pensait qu'elle était par trop dépendante des présupposés de l'École des Annales (pourtant strasbourgeoise à l'origine !). On voulait réaffirmer haut et fort la validité intacte du mouvement lancé en son temps par le Doyen Pierre Renouvin, continué par Jean-Baptiste Duroselle et incarné alors par Raymond Poidevin lui-même : celui des relations internationales. C'est en rapport donc avec cet axe, qui fut effectivement une des grandes originalités de l'Université française au XX^e siècle, que le nouveau « Comité » entendait se situer.

Au début de l'année 1987, Jacques Béguin, redevenu Directeur général des Enseignements Supérieurs et de la Recherche, me demanda de dresser un bilan des coopérations universitaires et culturelles avec l'Allemagne de l'Ouest. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche n'était pas disposé en effet à abandonner au seul Quai d'Orsay le pilotage de ce domaine politiquement sensible. Je pris part à ce titre à la mémorable rencontre de Strasbourg. Je ne le fis pas cependant en tant que représentant dûment mandaté de ma tutelle. Le Ministère voulait être tenu au courant et il est clair qu'il approuvait le principe de ces journées, mais il ne faisait pas de doute non plus qu'il souhaitait éviter toute nouvelle turbulence dans un secteur dont les événements des années antérieures avaient montré à quel point il était prompt à entrer en ébullition. Pour autant, il existait aussi un souci réel de diversifier les formes de coopération dans le domaine de la recherche, *le volet de l'information paraissant suffisamment couvert.*

On me permettra d'apporter pour finir quelques précisions plus personnelles. J'ai toujours essayé — dans une moindre mesure, on le comprendra, dans le cas du Collège Franco-Allemand / Université Franco-Allemande —, de faire valoir, pour les questions qui nous requièrent aujourd'hui, un quadruple point de vue. 1 : la coopération sectorielle doit faire l'objet d'encouragements constants. Le « Comité des historiens » possède de ce fait à mes yeux une portée exemplaire ; 2 : les structures de coopération doivent en principe être dotées de structures légères, être soutenues au cas par cas par tous types de tutelle et mécénat sur présentation de projets soumis à des expertises contradictoires — le fonctionnement du DAAD pour-

rait à cet égard nous inspirer davantage. Je suis à ce propos relativement confiant : le vaste processus en cours d'autonomisation des universités françaises ne doit pas susciter l'inquiétude, mais pousser aussi à des innovations venant corriger les tentations, toujours reparaissantes, de l'inertie et du repli disciplinaire ; 3 : au plan pratique, c'est l'organisation en réseaux qui est à mon sentiment la mieux adaptée à de telles ambitions d'autant que le développement de programmes européens, dont *ERASMUS* a fourni le paradigme, en favorise l'émergence. J'y mets une condition à laquelle le « Comité » devra réfléchir s'il développe ses activités dans cette direction dans le proche avenir : l'association précoce à ces coopérations d'étudiants de deuxième cycle destinés à prendre la relève. Vingt ans de « Comité franco-allemand », c'est un beau bilan. Trente, quarante (ou davantage), ce serait mieux ! ; 4 : les recherches sur l'Allemagne et la France ont pour caractéristique d'être par nature étendues à l'infini. Elles se légitiment par leur capacité à s'ouvrir et à se renouveler.⁸ J'assume donc pleinement, deux décennies après, ma présence à la réunion de février 1987 à laquelle j'ai pris part aussi en ma qualité de germaniste. Il me semble que je me devais alors d'être avec ceux pour qui la recherche prime toute autre considération opportuniste. Je suis heureux de pouvoir le constater ici, à Kassel, dans ce haut lieu de l'histoire et de la culture allemandes où se mêlent les souvenirs du Royaume de Westphalie et celui des Frères Grimm : nombreux sont celles et ceux qui, depuis, ont emprunté cette voie. J'ose l'espérer : pour le plus grand profit de tous !

⁸ On me permettra de renvoyer à mon étude « La germanistique — voies anciennes, voies nouvelles », dans Christine MAILLARD, Arlette BOTHOREL (dir.), *Du dialogue des disciplines. Germanistique et interculturelité*, Strasbourg, PUS, 1998, p.65-84.

5. Rainer Hudemann, Saarbrücken

Interessenvertretung der Wissenschaft nach außen, methoden- und nationsübergreifende Vernetzung in den Geschichtswissenschaften und Koordinierung laufender und neuer Forschungen – das waren die Kernziele bei der Gründung des Deutsch-französischen Komitees für die Erforschung der deutschen und französischen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts. Im Rückblick nach zwei Jahrzehnten erscheinen die Schwierigkeiten und die Erfolge bei dem Aufbau des Komitees mit dem komplizierten Namen in mancherlei Hinsicht charakteristisch für deutsch-französische Wissenschaftskooperation allgemein. Das Komitee ist nach meiner Kenntnis nach wie vor die einzige deutsch-französische Wissenschaftlerorganisation, welche nicht nur kooperiert, sondern auch rechtlich integriert ist. Andere Fächer sind in solchen Initiativen vielfach gescheitert an eben den Problemen, welche das Komitee letztlich erfolgreich überwinden konnte.

Im folgenden sei nicht die Gründungsgeschichte ereignisgeschichtlich nachgezeichnet. Vielmehr wird aus der Perspektive eines der Beteiligten – und damit in den Grenzen, welche einer solchen subjektiven Perspektive methodisch selbstverständlich gezogen sind – versucht, die Gesamtsituation systematisch zu strukturieren, welche sich hinter den Klippen in der Aufbauarbeit verbarg – oder auch in ihnen offenbar wurde.¹ Die Analyse bezieht sich auf die ersten neun Aufbaujahre. Darin, dass viele der Anfangsschwierigkeiten heute nur noch eine untergeordnete oder keine Rolle mehr spielen, spiegelt die Geschichte des Komitees zugleich wider, wie stark und konstruktiv sich seitdem die deutsch-französische Wissenschaftslandschaft und die Kooperationsstrukturen weiterentwickelt haben.

Meine Perspektive ist die der Wechselwirkung und Vernetzung deutscher und französischer Strukturen. Daher akzentuiere ich im folgenden Gegensätze stärker, als sie in der laufenden Arbeit des Komitees zum Ausdruck kamen. Häufig, wenn nicht häufiger, verliefen Meinungsunterschiede auch in der Frühzeit tatsächlich quer zu nationalen Linien. Das ändert aber nichts am Gewicht der jeweiligen Traditionen, mit denen das Komitee sich auseinanderzusetzen hatte. Die deutsch-französischen Strukturgegensätze hatte mancher von uns im Zeichen

¹ In diesen Jahren gehörten dem Vorstand an: Gründungsvorstand Straßburg 1987: Raymond Poidevin (Vorsitzender), Josef Becker (stellv. Vors.), Jacques Bariéty, Rainer Hudemann, Franz Knipping, Jean-Marie Valentin. - Gewählte Vorstände: Kloster Banz 1988: Klaus-Jürgen Müller (V.), Georges-Henri Soutou (Secrétaire général), Jacques Bariéty, Louis Dupeux, Rainer Hudemann, Franz Knipping. - Arc-et-Senans 1990: Georges-Henri Soutou (V.), Klaus-Jürgen Müller (S.g.), Christian Baechler, Louis Dupeux, Rainer Hudemann, Franz Knipping. - Mettlach 1992: Rainer Hudemann (V.), Georges-Henri Soutou (S.g.), Christian Baechler, Louis Dupeux, Franz Knipping, Klaus-Jürgen Müller. - Paray-le-Monial 1994: Louis

der Annäherung beider Länder seit dem Kriegsende und angesichts der Fülle erfolgreicher individueller Wissenschaftskooperationen unterschätzt.

I. Wissenschaftsstrukturen und Hochschulstrukturen

Bedingt durch ihre unterschiedliche Entwicklung seit dem 18. und vor allem dem 19. Jahrhundert, weisen das deutsche und das französische Hochschulsystem vielfältige Gegensätze auf, welche auf die Schwierigkeiten des Komitee-Aufbaus unmittelbar einwirkten und, sollte das Komitee Erfolg haben, kooperativ überwunden werden mussten.

1. Elitenausbildung und Institutionengeflecht

In Deutschland wird der Nachwuchs für künftige Führungspositionen in den Universitäten ausgebildet, in Frankreich ist ihr Studium in vielen Fächern ausgelagert in eigene Hochschulen – unter ihnen die Grandes Écoles – und Forschungszentren. Daraus ergeben sich in Frankreich Konkurrenzsituationen zwischen Universitäten und außeruniversitären Institutionen, die in Deutschland in den Geisteswissenschaften kaum oder gar nicht existieren. In den Geschichtswissenschaften können beispielsweise Forschungslabors des CNRS an Universitäten angebunden sein, sie müssen es aber nicht. Die École des Hautes Études en Sciences Sociales führt ein forschungsintensives Dasein mit geringerer Lehrbelastung, von der mancher Universitätsprofessor träumt. Im Komiteeaufbau ergab sich daraus als eines der zu lösenden Probleme, ob und wie solche außeruniversitären Institutionen eingebunden werden sollten. Aus deutscher Perspektive erschien das selbstverständlich, aus französischer weniger. Seit der Gründungsversammlung in Kloster Banz 1988 wurden im Ergebnis beide einbezogen.

Im Verhältnis zu den Grandes Écoles, also vor allem den Écoles Normales Supérieures, ergab sich in der Praxis nach meiner Erinnerung kein Problem. Zahlreiche Universitätsprofessorinnen und -professoren in den Geschichtswissenschaften waren und sind ohnehin Normaliens. Komplizierter wurde es im Falle der Politikwissenschaft, in der an Sciences Po Paris, aber auch den anderen Instituts d'Études politiques im Lande eine deutliche Konkurrenz zu den Universitäten heranwuchs, bei weitaus günstigeren äußeren Studienbedingungen für die Studierenden und allmählich auch für die Lehrenden. Vor allem hatten die IEP im französischen Hochschulsystem in den 1980er Jahren noch eine stärkere Sonderstellung als in Deutschland: In Frankreich gehörten sie nicht zum selbstverständlichen Kern einer großen Universität. Sciences Po Paris war auch institutionell unabhängig und holte lediglich einzelne Historiker

Dupeux (V.), Rainer Hudemann (S.g.), Beatrix Bouvier, Christian Baechler, F. Knipping, Nicole Piétri. - Otzenhausen 1996: Beatrix Bouvier (V.), François Roth (S.g.), Stefan Fisch, Pierre Guillen, Ilja Mieck, Nicole Piétri.

in seinen Lehrkörper, mehrheitlich als Lehrbeauftragte und zeitlich begrenzt. In seiner Zwischenstellung zwischen Universitäten und Grandes Écoles waren und sind auch an Sciences Po die Arbeitsbedingungen für Forscher und Lehrende wesentlich besser als im Durchschnitt an den Universitäten.

Hinzu kamen im Umfeld weitere innerfranzösische Frontstellungen, im Falle des Komitees vor allem gegenüber den in diesen Jahren entstehenden oder geplanten weiteren deutschlandorientierten französischen Institutionen wie dem CIERA oder dem CIRAC, auf die Jean-Marie Valentin in seinem Beitrag ausführlich eingeht. Für die deutschen Mitglieder stellte sich eine solche Konkurrenzfrage nicht, zumal viele von ihnen mit Gründungsmitgliedern der neuen französischen Initiativen seit langem zusammenarbeiteten und das Komitee Kooperationen gerade fördern wollte. Für manche französischen Mitglieder verstärkten solche innerfranzösischen Gegensätze aber noch die Wirkungen der ohnehin strukturell gegebenen übrigen Spannungen, und außerhalb des Komitees steigerten sie bisweilen eine skeptisch-abwartende Haltung gegenüber seiner Gründung.

2. Fachstrukturen und Interdisziplinarität.

In Frankreich sind heute viele Historiker, die sich mit Deutschland befassen, im institutionellen Rahmen der Germanistik tätig. Umgekehrt arbeiten viele Germanisten stärker auf geschichtswissenschaftlichen Feldern, als dies in Deutschland der Fall ist, wo Literatur- und Geschichtswissenschaften generell – oft zu ihrem Schaden – deutlicher voneinander getrennt bleiben. Das war in den 1980er Jahren auch in Frankreich noch keineswegs die Regel. Aber die Befassung mit dem Nachbarland selbst und nicht nur mit seiner Literatur war in Frankreich, anders als in der deutschen Romanistik, schon seit Jahrzehnten in der Germanistik grundsätzlich akzeptiert – auch wenn die methodische Durchführung durchaus umstritten blieb. Eine stärkere fachinterne Durchsetzung der „civilisation allemande“ als Teil-Fach kam allmählich in Gang, während sich dagegen wiederum in der Historikerschaft mancher Widerstand artikulierte.

An diesem Punkt kam die jeweilige individuelle Konzeption des eigenen Faches im Komitee deutlich zum Ausdruck: Einige der an der Gründung beteiligten Historiker betrachteten auf Archivarbeit gegründete Forschungen als entscheidendes Kriterium für die Aufnahme von Mitgliedern, andere sahen das methodisch flexibler. Im Falle der Germanistik – Louis Dupeux hat sich später dafür besonders eingesetzt – wurde ihre Einbeziehung in Straßburg 1987 von vornherein nicht nur beschlossen, sondern durch die Wahl von Jean-Marie Valentin in den

Gründungsvorstand auch mit Nachdruck demonstriert. Im weiteren Verlauf ist dies kein Kontroverspunkt gewesen, die Einbeziehung der Asymmetrie zwischen deutschen und französischen Strukturen insbesondere in der *Histoire contemporaine* wurde im Gegenteil zum Kernbestandteil der Gründungskonzeption.

Als schwieriger erwies sich die Frage der Politikwissenschaft. Aus der deutschen Erfahrung des Aufbaus des Faches seit dem II. Weltkrieg, die maßgeblich von Staatsrechtlern und Historikern getragen worden war, erschien die Einbeziehung von Politikwissenschaftlern als selbstverständlich. Das war sie für französische Kollegen weniger, unter anderem aufgrund der Forschungsmethoden, die beispielsweise selten mit Archivarbeit zusammenhängen. Wie weit hier die Überschreitung der Fächergrenzen gehen sollte und wie sich damit das Komitee in seiner geschichtswissenschaftlichen Identität verstehen sollte, wurde immer von neuem Gegenstand lebendiger Debatten.

II. Vertretung der Wissenschaft nach außen

Anlass für Raymond Poidevin und Jacques Bariéty, nach Straßburg zur Gründung eines binationalen Historikerkomitees einzuladen, war der deutsch-französische Kulturgipfel in Versailles 1986. Dort war die Teildisziplin der internationalen Beziehungen kaum vertreten, anders als die von Valentin geschilderten neuen deutsch-französischen Initiativen. So galt es, einem zu geringen Gewicht der Wissenschaft auf den wissenschaftspolitischen Entscheidungsebenen entgegenzuwirken. Diese Ausgangslage war in der Bundesrepublik anders.

1. Strukturen der Wissenschaftsorganisation

Die Bundesrepublik verfügt über einen Historikerverband, welchem die große Mehrheit der Universitätshistoriker und Geschichtslehrer sparten- und methodenübergreifend angehört. In den letzten Jahren lagen die Teilnehmerzahlen des in zweijährigem Rhythmus durchgeführten Historikertages jeweils über 3000. Er ist ein wichtiges Forum zum wissenschaftlichen Austausch im gesamten Fach. Die einzelnen Teilfächer verfügen unabhängig davon über ihre jeweiligen Spezialorganisationen, von den Wirtschafts- über die Osteuropa- bis zu den Kirchenhistorikern, und sie organisieren eigene Vollversammlungen und Tagungen zusätzlich zum Historikertag.

In Frankreich war das Fach in den 1980er Jahren noch viel zersplitterter. Einen umfassenden Fachverband gibt es bis heute nicht. Zu einer Parallele zum deutschen Historikertag entwickelten sich in den letzten Jahren faktisch die *Journées de Blois*. Zuvor gab es als größere

Institution die Sociétés savantes mit ihren Kongressen, von der Universitätswissenschaft blieben sie institutionell und in der Praxis jedoch deutlich getrennt. Die zahlreichen spartenspezifischen Organisationen ersetzen einen Gesamtverband gleichfalls nicht.

In der Bundesrepublik gibt es neben dem Historikerverband weitere Strukturen, welche dem Fach Autorität nach außen verleihen. So werden die Fachgutachter – seit 2004 das Fachkollegium – der Deutschen Forschungsgemeinschaft in Wahlen bestimmt, bei denen alle promovierten und an einer Universität oder sonstigen anerkannten Forschungseinrichtung tätigen Historikerinnen und Historiker Stimmrecht haben. Die DFG ist ein staatlich finanziertes Selbstverwaltungsinstrument der Wissenschaften, in der nicht der Staat, sondern Wissenschaftler über die Finanzierung von Forschungsprojekten entscheiden. In Frankreich hat dagegen der Staat auch in qualitativen Entscheidungen direkt oder indirekt eine entscheidende Position. Erst in den allerletzten Jahren scheint sich unter dem Einfluss der internationalen Wissenschaftskooperation in diesem fundamentalen Kontrastpunkt eine geringfügige Wandlung abzuzeichnen, deren Ausmaß sich derzeit noch nicht abschätzen lässt.

2. Asymmetrien und ihre Wirkungen

Die unterschiedliche Wissenschaftsorganisation in beiden Ländern war der Hintergrund für die größten unter den Schwierigkeiten, welche das Komitee in seiner Aufbauphase zu bewältigen hatte. Denn die französische Seite hatte hier in vielerlei Hinsicht völlig andere Interessen und sah sich mit ganz anderen Sachzwängen konfrontiert als die deutsche Seite. Insbesondere gegenüber der starken Position des Staates war in Frankreich eine Profilierung der Wissenschaftsorganisation erforderlich. In der Bundesrepublik war diese Position der Wissenschaft ohnehin sehr einflussreich. Dass Jean-Marie Valentin der Initiativgruppe und dem Gründungsvorstand nicht nur als Germanist, sondern zugleich als Beauftragter des Hochschulministers angehörte, haben die anwesenden deutschen Mitglieder der Straßburger Initiativgruppe erst 2008 bei der Bilanz in Kassel erfahren. Auch das gehört zu den kulturellen Unterschieden zwischen beiden Ländern.

In der Gründungsphase folgten aus den strukturellen Asymmetrien Schwierigkeiten, welche schon vor der Gründungsversammlung in Kloster Banz 1988 die ganze Initiative mehrfach an den Rand des Scheiterns brachten. Der ruhigen und bestimmten Führung von Raymond Poidevin und Josef Becker sowie ihren Nachfolgern Klaus-Jürgen Müller und Georges-Henri Soutou war es zu verdanken, dass sie bewältigt und in konstruktive Weichenstellungen überführt werden konnten. Aus den Strukturproblemen folgte, dass die französische Seite einer

starken nationalen Vertretung des Faches bedurfte und hierfür die Unterstützung durch eine transnationale Organisation suchte, während die deutsche Seite dies gerade aufgrund der transnationalen Struktur nicht oder nur in klar umrissenen Zusammenhängen zu leisten vermochte. Für sie kam es nicht in Frage, bei intern kontroversen Weichenstellungen Position zu beziehen. Zum Ausdruck kam das beispielsweise anlässlich der damals akuten Frage der Zukunft der Mission historique française in Göttingen und der Verlagerung ihrer Abteilung der Histoire contemporaine in das in Gründung befindliche Centre Marc Bloch in Berlin, an dessen Aufbau einzelne französische Vorstandsmitglieder des Komitees beteiligt waren, jedoch keine deutschen. Raymond Poidevin hat dieses Prinzip der wechselseitigen Nicht-Einmischung in interne Entscheidungsprozesse der jeweils anderen Seite stets mit großer Bestimmtheit vertreten. Die binationale Struktur hatte insofern zur Konsequenz, dass das Komitee als hochschulpolitisch schlagkräftiges Instrument in inneren Angelegenheiten des jeweiligen Landes nur sehr begrenzt einsetzbar war. Daraus ergab sich im Ergebnis, dass die wissenschaftliche Kooperation im Komitee stärker in den Mittelpunkt rückte als die politische Interessenvertretung. Bei manchen französischen Mitgliedern führte dies zu verständlichen Enttäuschungen.

Die Probleme zwangen aber zum Kompromiss, und insofern liegen gerade auch in den Schwierigkeiten die Erfolge des Komitees in der Schaffung modellhafter binationaler Strukturen mit begründet.

III. Positionierung in der Wissenschaftslandschaft

1. Nachbar-Vereinigungen

1987 lag die Schaffung deutsch-französisch orientierter Wissenschaftsorganisationen gewissermaßen in der Luft; Jean-Marie Valentin legte dies in Kassel dar. Auf die heutige Konfiguration des Komitees hatte dieser Kontext entscheidenden Einfluss, obwohl die innerfranzösische Situation und vor allem die damit verbundenen komplizierten Frontlinien kaum einem der deutschen Gründungsmitglieder genauer vertraut waren. Was die deutsche Seite anbelangte, war für die Gründungsmitglieder klar, dass das Historikerkomitee zu keiner anderen Gruppe in "Konkurrenz" treten wollte, sondern einzig eine gegenseitige Ergänzung und damit Abgrenzung wissenschaftlich sinnvoll sein konnte. Auch der Name "Komitee" – meines Erinnerns schlug Klaus-Jürgen Müller ihn vor – beruht hierauf, denn viele andere, an sich geeigneter erscheinende Begriffe waren damals bereits von anderer Seite belegt.

In der Bundesrepublik bildeten sich unabhängig voneinander 1987 neben dem Komitee zwei weitere Wissenschaftler-Gruppen.

Die Frühneuzeit-Historiker formierten sich zu einer eigenen deutsch-französischen Gruppe. Daraus ergab sich schnell die Entscheidung, das Komitee auf das 19. und 20. Jahrhundert zu begrenzen, im Sinne der französischen *Histoire contemporaine*. Ilja Mieck wurde als Initiator der Frühneuzeitler-Gruppe darum gebeten, auch dem Komitee beizutreten und so den ständigen Kontakt zwischen beiden Gruppierungen sicherzustellen, aus der wissenschaftlichen Nachbarschaft potentiell erwachsende Missverständnisse von vornherein vermeiden zu helfen und die wechselseitige wissenschaftliche Ergänzung, soweit sachlich sinnvoll, in die Wege zu leiten. Die Frühneuzeitler-Gruppe hatte allerdings langfristig keinen Bestand. Das Komitee behielt dennoch die grundsätzliche chronologische Begrenzung bei. Mieck wurde ein besonders aktives Komitee-Mitglied, auch in der Tagungs- und Publikationsorganisation.

Am wissenschaftlich anderen Rand gestaltete Robert Picht um 1987 die Jahrestagungen des Deutsch-Französischen Instituts in Ludwigsburg zu einer Arbeitsgemeinschaft aus. Hieraus ergab sich auch auf der deutschen Seite, dass sich die Politik- und Sozialwissenschaftler stärker in Ludwigsburg sammelten und die Historiker im Komitee. Ich selbst hielt damals den Kontakt zwischen beiden Gruppen, später setzten dies insbesondere Adolf Kimmel und Dietmar Hüser fort, beide auch in Ludwigsburg in maßgeblichen Positionen. Der wesentliche Unterschied lag allerdings darin, dass das Komitee auch juristisch zu einer deutsch-französischen Organisation wurde, während Ludwigsburg, in wesentlich lockererer Organisationsform, eine deutsche Vereinigung blieb, welche französische Wissenschaftler als Gäste einlud. Die Gründe dafür lagen, wie Robert Picht mir es in unseren konzeptionellen Gesprächen damals erläuterte, genau in den Schwierigkeiten, mit denen wir uns im Komitee auseinanderzusetzen hatten: Picht wollte sein Institut nicht möglicherweise in innerfranzösische, strukturell bedingte und daher kaum vermeidbare Frontstellungen hineingezogen sehen. Erst 2008 wurde mit dem Komitee-Mitglied Hélène Miard-Delacroix erstmals eine Vertreterin der französischen Wissenschaft in den Vorstand des Ludwigsburger Instituts gewählt – auch dies ein Ausdruck dafür, dass die strukturellen Probleme sich im neuen Jahrtausend sehr stark verringert haben.

Die wissenschaftliche Konfiguration des Komitees in seiner grundsätzlichen Begrenzung auf Historiker, welche zum 19. und 20. Jahrhundert im jeweils anderen Land und zu den deutsch-französischen Beziehungen arbeiten, sowie insbesondere die Form einer eher begrenzten Interdisziplinarität hatten somit ihren Ursprung also nicht nur in wissenschaftlichen Konzeptionen, sondern auch und wesentlich im wissenschaftlichen und wissenschaftsorganisatori-

schen Umfeld der zweiten Hälfte der 1980er Jahre. In der Praxis der Entscheidungen über Aufnahmeanträge wurden diese Grenzen in den ersten Jahren des Komitees innerhalb des Vorstandes immer wieder unterschiedlich und gelegentlich durchaus kontrovers eingeschätzt, zumal die Umfeldlandschaft sich ihrerseits wandelte.

Auf französischer Seite stand die Komitee-Gründung in einem weit komplizierteren Umfeld. Die scharfen Polarisierungen, welche Jean-Marie Valentin in seinem Beitrag aufzeigt, waren den meisten deutschen Mitgliedern jedoch nur umrisshaft oder gar nicht bekannt. Sie konnten auf die deutsche Seite aber übergreifen. So sah Karl-Ferdinand Werner in den hier von Valentin geschilderten, mir persönlich damals ebenso wie Klaus-Jürgen Müller unbekanntem, weitgreifenderen Straßburger Institutsplanungen das Ziel einer Konkurrenzinstitution zu dem von ihm geleiteten Deutschen Historischen Institut Paris und identifizierte das Komitee damit. Erst als er mich einige Monate nach der Komiteegründung über den Konfliktpunkt informierte, konnte dies klargestellt werden.

Rückblickend hatte die primär auf wissenschaftliche Ergebnisse achtende gewisse Naivität, mit der mancher von uns an den Komiteeaufbau heranging, wahrscheinlich auch manches Gute: Die Fettnäpfchen, in die man auf diese Weise treten konnte, waren zwar unzählbar, aber der Elan zur Überwindung der Probleme wäre ansonsten vielleicht im Sande verlaufen. Die innerfranzösischen Frontstellungen beruhten weniger auf persönlichen Konstellationen, wie es bisweilen auf den ersten Blick scheinen mochte, sondern waren eine Konsequenz der institutionell schwächeren Position der Wissenschaft in der Politik und der politischen Kultur Frankreichs.

2. Deutsch-französische Integration

Eine auch juristisch integrierte deutsch-französische Wissenschaftsorganisation gab es damals nicht. Das Komitee hatte die Ambition, auch in dieser Hinsicht Pionierarbeit zu leisten, wengleich zunächst nicht alle dieses Ziel teilten. Das sollte sich als wesentlich schwieriger erweisen, als wir zunächst voraussahen, denn das Vereinsrecht war und ist in beiden Ländern höchst unterschiedlich. Insbesondere konnten Ausländer in Frankreich nicht den Vorsitz von eingetragenen Vereinen übernehmen, und der Vorsitz des Komitees sollte in zweijährigem Rhythmus nach Nationen wechseln. Schließlich fand Christian Autexier, der Direktor des Centre juridique franco-allemand der Universität des Saarlandes, die Lösung: Nach dem Ende des Algerienkrieges und den großen daraus folgenden Migrationsschüben nach Frankreich war die Loi de 1901 ergänzt worden um ein kaum bekanntes, der Integration der Migranten

geltendes Amendement, die es faktisch Algeriern erlaubte, Vorsitzende einer Association nach französischem Recht zu werden: von der Formulierung dieses Amendement konnte das Komitee profitieren. In der Bundesrepublik stellte das Problem sich nicht. Dies wurde zur Lösung, um nun – nach jeder Vorstands-Neuwahl muss dies neu erfolgen – das Komitee gerichtlich in beiden Ländern nach dem jeweiligen nationalen Recht, jedoch als in ihrer Struktur binational integrierte Institution registrieren zu lassen. Die Prozeduren sind derart umständlich, dass uns auch hierdurch nachträglich deutlich wurde, weshalb unser Beispiel der juristischen Integration in anderen Wissenschaften – nicht zuletzt der Rechtswissenschaft, welche sich nur wenig später darum gleichfalls bemühte – und bei unseren Nachbarorganisationen nicht breiter Schule machen sollte.

IV. Lösungsstrategien für die Strukturprobleme

Entsprechend den unterschiedlichen Wissenschaftsstrukturen waren die Vorstellungen und Vorschläge, wie die daraus resultierenden Probleme zu lösen seien, höchst unterschiedlich und vernetzten sich mit den konzeptionellen Divergenzen.

1. Organisationsstruktur des Komitees

Mit der Ausarbeitung der Komitee-Statuten brachten die ersten Vorstände viel Zeit zu. Das lag nicht allein an den unterschiedlichen Rechtssystemen, die – wie angesprochen – letztlich bald überwunden waren. Sondern es ging um inhaltliche Kernfragen. Auf deutscher Seite herrschte die genannte Tendenz zu einer lockeren, recht offenen Arbeitsgemeinschaft vor, bei gemeinsamer Wahl des Vorstandes. Auf französischer Seite schienen immer wieder Befürchtungen durch, die – von den Mitgliederzahlen her zudem bald zahlreichere – deutsche Seite könnte möglicherweise die französischen Partner dominieren oder jedenfalls auf ihre Personalvorstellungen einwirken. Hierin kam indirekt wieder die innerfranzösische Problematik der schwachen Wissenschafts-Vertretung zum Ausdruck, deren Stärkung das Komitee dienen sollte. Auch das Problem der Nichteinmischung entfaltete hier seine Wirkung.

Gefordert wurden daher sehr genaue statuarische Festlegungen und insbesondere eine nach den beiden Nationen getrennte Vorstandswahl. Es ist eines der Felder, auf denen Kompromisse gefunden werden mussten, wenn beide Seiten sich in dem Komitee inhaltlich wiederfinden sollten. In der Vorstandswahl akzeptierte die deutsche Seite die französischen Wünsche, während die französischen Kollegen umgekehrt einen weitergehenden Integrationsgrad in allen anderen Bereichen zugestanden. Es ergab sich daraus auch die unter wissenschaftlichen Ge-

sichtspunkten eher seltsam anmutende Konsequenz, dass für Mitglieder aus Drittstaaten eine gesonderte Mitgliedschaft ohne Stimmrecht geschaffen wurde.

Nach der Konsolidierungsphase des Komitees wurden manche dieser Bestimmungen von vielen Mitgliedern als zu schwerfällig empfunden, zumal die national getrennte Vorstandswahl befremdete zunehmend. In der Praxis ist all dies seit dem zweiten Jahrzehnt der Komitee-Arbeit zusehends gelockert worden – wobei jedoch einem einfachen Übergang zu anderen Bestimmungen immer wieder die hohe Komplexität der juristischen Vorschriften für auch nur geringfügige Statutenänderungen im Wege stand und steht. Das gehört zum Preis für das Ziel juristischer Integration. In meiner persönlichen Erprobung vielfältiger bi- und plurinationaler Kooperationsformen in den letzten Jahrzehnten bestätigt sich hierin indirekt die Wünschbarkeit, wenn nicht Notwendigkeit einer möglichst großen Flexibilität, soll transnationale Arbeit effizient und erfolgreich sein.

2. Komitee oder Arbeitsgemeinschaft?

Die Frage, wie locker das neue Instrument gestaltet werden sollte, hing nicht nur mit den juristischen Problemen zusammen. Auch inhaltlich waren die Vorstellungen unterschiedlich. Raymond Poidevin vertrat stets die Linie einer Aufnahme aller Qualifizierten. Ein Teil der französischen Vorstandsmitglieder – unter ihnen besonders prononciert Georges-Henri Soutou – strebte eine kleine, hoch konzentriert arbeitende Gruppe an, wie sie sich in der französisch-italienischen Historikergruppe seit langem bewährt hatte; zugelassen werden sollten daher auch nur Mitglieder, welche ihre Promotion abgeschlossen hatten. Die auf deutscher Seite favorisierte, auch für Doktoranden offene Arbeitsgemeinschaft erschien in dieser Perspektive als zu wenig schlagkräftig und in der wissenschaftlichen Arbeit zu unscharf im Profil. Die schließlich herausgebildete Form des Komitees repräsentierte auch in diesem Punkt einen Kompromiss: eine vergleichsweise breitere Öffnung der Vereinigung, die aber auf bereits Promovierte beschränkt wurde und das Aufnahmeverfahren klar strukturierte. Auch diese Frage wurde in späterer Zeit für die Tagungen lockerer gehandhabt.

3. Methodenvielfalt in der Arbeitsstruktur

Zwei wissenschaftliche Kernziele bestimmten die Arbeitsweisen des Komitees: der methodenübergreifende wissenschaftliche Austausch und die Information über laufende Forschungen.

Zur Zeit der Komiteegründung waren die Kontakte zwischen den Spezialisten in beiden Ländern weit gediehen. Vielfach beschränkten sie sich jedoch auch auf diese jeweiligen Kreise. Die nationsübergreifende Debatte zwischen den einzelnen Sparten der Geschichtswissenschaft war weit weniger entwickelt. Hier sahen die Gründer eine Kernaufgabe. Vorgesehen wurden Arbeitsgruppen zu den einzelnen Teildisziplinen. Über ihnen sollten Tagungen in zweijährigem Rhythmus jeweils möglichst viele Teildisziplinen zusammenführen und eine Plattform für die Intensivierung des Dialog zwischen den einzelnen Sparten wie Geschichte der Internationalen Beziehungen, Militär-, Sozial-, Wirtschafts-, Politik-, Ideen-, Rechts-, Kultur-, Medien- oder Kirchengeschichte bieten. Alle Themen der Tagungen mussten diesem Kriterium genügen.

Im Aufbau der Arbeitsgruppen folgten auf die entsprechenden Aufrufe an die Mitglieder kaum konkrete Angebote. Positiv an dieser Erfahrung war, dass der Austausch in den Spartenorganisationen der Geschichtswissenschaften sich offensichtlich so lebendig entwickelt hatte, dass hier ein geringeres Bedürfnis für Aktivitäten seitens des Komitees bestand. Zugleich mehrten sich andere Initiativen zu Doktorandentagungen und ähnlichen Diskussionsformen, darunter besonders aktiv in der Sozialgeschichte um Hartmut Kaelble. Die methodenübergreifende Gesamtdebatte dagegen wurde offensichtlich als Desiderat gesehen und breit aufgegriffen. Daraus entwickelten sich die großen Tagungen in zweijährigem Rhythmus, welche zur Grundlage für die Buch-Publikationen des Komitees wurden. Faktisch an die Stelle von regelmäßigen Arbeitsgruppen traten vor allem in den Anfangsjahren eigene Tagungen, die "en coopération avec le Comité" von Komitee-Mitgliedern organisiert und im Bulletin entsprechend angekündigt wurden.

4. Forschungskordinierung und Bulletin

Ein weiterer zentraler Anstoß zur Komiteegründung resultierte aus der Schwierigkeit, laufende Forschungsvorhaben breit bekannt zu machen, auf diese Weise Doppelarbeit zu vermeiden und vor allem Doktoranden entsprechend qualifiziert beraten zu können. Der Fichier von Nanterre war unzuverlässig, das deutsche Jahrbuch der Historischen Forschung hatte viel zu lange Publikationsfristen, und beide waren ohnehin nur auf die jeweilige nationale Ebene angelegt. In schneller Information über laufende Arbeiten sahen die Gründungsvorstände daher eine zweite Hauptaufgabe des Komitees. Ihr dient das zunächst zweimal – nach 1994 einmal – jährlich erscheinende Bulletin. In den Anfangsjahren beruhten die dort gebotenen Informationen großteils auf dem Überblick, den die einzelnen Vorstandsmitglieder über die Forschungslandschaft hatten. Mit der Ausweitung des Mitgliederkreises traten die von den Mit-

gliedern direkt gelieferten Informationen – einschließlich eines größeren Raumes für ihre eigenen bereits erschienenen Publikationen – in den Vordergrund, womit allerdings außerhalb des Mitgliederkreises laufende Arbeiten weniger vollständig erfasst werden. Hinzu traten andere Wissenschaftsnachrichten, wie Berichte über neu zugänglich gewordene Archivbestände oder über Tagungen, und wurden im Laufe der Zeit ausgeweitet.

Das Bulletin verursachte erheblichen Arbeitsaufwand, den im Turnus jeweils zwei Vorstandsmitglieder im deutsch-französischen Tandem auf sich nahmen. Das weitgehende Fehlen von Sekretariaten in französischen Universitäten machte sich hier besonders schwerwiegend bemerkbar; große Teile der Bulletins wurden lange Zeit von den jeweils zuständigen Vorstandsmitgliedern selbst getippt, die Mitgliederbeiträge reichten für die Sekretariatsarbeit selten aus.

Aufbauarbeit, Tagungen und Bulletin stellten für die sukzessiven Vorstände, deren Mitglieder zumeist über keinerlei administrativen Unterbau verfügten, ein so umfangreiches Arbeitsprogramm dar, dass auch deshalb die zusätzliche Organisation permanenter Arbeitsgruppen nicht vom Vorstand allein hätte geleistet werden können.

5. Förderung des Komitees

In seinem Gründungsjahrzehnt hat das Komitee von vielen Seiten Unterstützung erhalten. Das war keineswegs selbstverständlich, denn die Schwierigkeiten, mit denen es sich auseinandersetzen hatte, waren auch den großen potentiellen Förderern zwar nicht im einzelnen, aber im Grundsatz bekannt, und es war längere Zeit in keiner Weise ausgemacht, dass das Komitee sie würde überwinden können. Um so bedeutsamer war die große Unterstützung, welche die Robert Bosch Stiftung unter der Federführung von Rüdiger Stephan dem Komitee während des ersten halben Jahrzehnts – also über die volle von seinen Statuten her mögliche Förderdauer – für die laufende Arbeit, die Tagungen und die Publikationen gewährt hat. Auch im zweiten Halbjahrzehnt blieb manches noch sehr schwierig. Hier gingen die Saarbrücker Asko Europa-Stiftung unter Arno Krause und die Förderergesellschaft der Saarbrücker Zeitung unter Franz Schlehofer das Risiko ein, das Komitee besonders großzügig weiter zu fördern. Für den Oldenbourg Verlag und seinen Wissenschafts-Cheflektor Christian Kreuzer war es gleichfalls ein Wagnis, erstmals in der Verlagsgeschichte eine zweisprachige Publikationsreihe zu eröffnen. Weitere Unterstützung erhielt das Komitee in diesem Jahrzehnt in vielfältiger Weise insbesondere von der Mission historique française en Allemagne in Göttingen, dem Centre Marc Bloch de Recherches en Sciences Sociales in Berlin, dem Programme franco-

allemand des C.N.R.S., den Ministerien der Anciens Combattants, des Enseignement Supérieur und der Éducation Nationale, der Botschaft der Französischen Republik in Deutschland, dem Mémorial de Verdun, der Hanns-Seidel-Stiftung für Kloster Banz, der Fondation Nicolas Ledoux in Arc-et-Senans, Villeroy & Boch und Luitwin von Boch-Galhau in Mettlach sowie den Heimatuniversitäten der Vorstandsmitglieder in Straßburg, Paris IV, Tübingen, Augsburg, Hamburg und Saarbrücken.

Auch hier bargen die ungleich umfangreicheren Möglichkeiten der deutschen Forschungsförderung, die ja in keiner Weise ein “Verdienst” der jeweiligen Vorstandsmitglieder, sondern gleichfalls strukturell bedingt waren, ein Potential atmosphärischer Störungen. Denn große Beträge ließen sich nur bei deutschen Stiftungen finden, während es auf der französischen Seite galt, sehr viele Institutionen zu gewinnen, um einen Ausgleich zwischen den jeweiligen nationalen Budgets zu erreichen – bisweilen vergeblich. Auch hier brauchte es seine Zeit, bis die französischen Kollegen akzeptierten, dass solche Asymmetrien zu den seit dem 19. Jahrhundert begründeten Unterschieden zwischen den Wissenschaftskulturen und unternehmerischen Engagementformen beider Länder gehörten und ein Ausgleich in einem integrierten Komitee überhaupt nicht “notwendig” war, sondern im Gegenteil die Unterschiede als transnational bedingte Stärken pragmatisch genutzt werden sollten.

V. Interkulturalität

Wohl für die Mehrheit der Vorstandsmitglieder im Gründungsjahrzehnt war es immer wieder überraschend, wie stark kulturelle Unterschiede nicht nur in den Strukturen, sondern auch im Kleinen zum Ausdruck kamen. Aber nicht immer da, wo wir sie vermutet hätten. Zum Abschluss zwei Beispiele.

1. Publikationen

Überraschend für uns alle wurde ein Dissens über die Publikationsanforderungen. Jeder Band wurde und wird von je einem Herausgeber beider Seiten betreut, meist Vorstandsmitgliedern. In Frankreich war – und ist – es üblich, in Tagungsbänden die Beiträge aller Referenten auch zu publizieren. Die auf deutscher Seite bestehende Tendenz, dies nicht unbedingt zu tun, wenn einem Autor die Zeit zur vertieften Ausarbeitung gefehlt hatte, drohte die französischen Kollegen in Situationen zu bringen, die sie als völlig unmöglich empfanden. Hier waren Kompromisse im Sinne der französischen wissenschaftlichen Umgangsformen einzugehen.

Gegensatz auch bei der Zitierweise: Französische Tendenz war es, die Manuskripte so zu publizieren, wie sie von den Autoren kamen. Die deutsche Tradition der formalen Vereinheitlichung – sei es im ganzen Band, sei es je nach Sprache in den jeweiligen nationalen, völlig unterschiedlichen Zitiergepflogenheiten – erschien beispielsweise Louis Dupeux in seinem immer strahlenden Sarkasmus als reine Spintisiererei und völlig überflüssiger deutscher Perfektionsfimmel. Entschieden wurde die Frage schließlich durch den Verlag, der klare Anforderungen als Publikationsbedingung stellte.

2. Französisch oder Deutsch?

Wo wir alle aber Traditionsballast erwartet hatten, gab es mitunter keinen.

Zu gewärtigen gewesen war er besonders bei der in allen deutsch-französischen Initiativen und Diskussionen ewig diskutierten Sprachenfrage. Alle kannten unter anderem die bekannten staatlichen Anweisungen an französische Forscher, international die eigene Sprache zu pflegen. Hatte zunächst noch die Tendenz vorgeherrscht, jeweils in der eigenen Sprache zu sprechen, so stellten wir nach einiger Zeit zu unserer eigenen Überraschung fest, das wir fast häufiger in der Sprache des jeweils anderen diskutierten, ohne es recht gemerkt zu haben: Die Sprachenfrage hatte im Komitee gar nicht erst die Chance, sich zu einem Problem oder gar Dissenspunkt zu entwickeln – was entgegen der Ansicht so mancher französischen Administration natürlich im Interesse des Französischen der allerbeste Erfolg war.

Unwillkürlich wurde damit gerade eines der offensichtlichsten Probleme, welches alle in ihrer deutsch-französischen Zusammenarbeit ständig erfuhren, durch seine Nichtexistenz zu einer Art Symbol dafür, dass das Komitee in dem konstruktiven Umgang mit nationalen Gegensätzen in der Wissenschaftskultur beider Länder durchaus ein gutes Stück weit gekommen war.

6. Klaus-Jürgen Müller, Hamburg

Aus heutiger Perspektive ist es kaum noch nachzuvollziehen, wie schwierig, vor allem auch wie unklar bei der Gründung des Komitees die Lage für die Beteiligten war. Man musste völlig ins Ungewisse handeln. Es gab keine Blaupause, kein Muster für ein bi-nationales Historikerkomitee; es war völlig unklar, wie die anzusprechenden Fachkollegen, die für ein solches Komitee in Frage kamen, reagieren würden.

Auch funktionierte anfangs die Kommunikation nicht optimal. So war ich zunächst nur höchst unvollkommen von den Überlegungen der Gründungsväter, über die Vorgespräche und Hintergründe informiert. Von den Vorgesprächen, die Herr Becker und Herr Poidevin unter sich und mit Dritten geführt hatten, wusste ich nichts. In einer Pause einer deutsch-französischen Tagung in Baden-Baden hatte Herr Poidevin mir gegenüber den Plan der Komitee-Gründung nur kurz und recht pauschal erwähnt. Auch auf dem Treffen in Straßburg, zu dem ich unerwartet eingeladen worden war, gewann ich eher den Eindruck, daß unter den dort Anwesenden noch mancherlei Fragen ungeklärt waren. Kurzum, in der Gründungsphase gehörte ich nicht zu den „Eingeweihten“.

Daher war ich völlig überrascht, als Herr Becker mich eines Tages anrief und fragte, ob ich bereit sei, für den Vorsitz des in Aussicht genommenen Komitees zu kandidieren. Die Motive für seinen Vorschlag waren mir zunächst unklar. Wieso gerade ich? Als überzeugter Elfenbein-Turm-Historiker war ich nicht sehr bekannt; gehörte jedenfalls weder zu dem „inner circle“ der deutschen Frankreich-Historiker noch zu den Spezialisten der deutsch-französischen Beziehungen, schon gar nicht zu irgendeiner der einschlägigen Seilschaften. Ich hatte mich nie um den „lutte des chapelles“ gekümmert. Unter den Frankreichforschern galt ich als ein Militärgeschichtler und Spezialist für die Wehrmacht im Dritten Reich; und für die Militärgeschichtler war ich jemand, der sich mit abseitigen Themen der französischen Innenpolitik (Faschismus) oder mit britisch-französischen Abwegigkeiten befasst hatte. Das einzig denkbare Credential könnten für Herrn Beckers Vorschlag wohl meine mehrjährigen Erfahrungen gewesen sein als Vorsitzender des Komitees der BRD für die Erforschung des Zweiten Weltkrieges, also im Management einer hyper-individualistischen Kohorte von Spezialhistorikern. Kurzum: bei Herrn Beckers Angebot empfand ich mich ein wenig in der Rolle eines Minenhundes, der bei der offiziellen Gründungsveranstaltung in Banz am 11. Oktober 1988 in das gefährliche Gelände einer für mich völlig unberechenbaren Versammlung von

überaus verschiedenartigen Historikern mit recht unterschiedlichen Interessen und Motivationen geschickt werden sollte. Parzival oder Fou de Dieu? Ich sagte recht langzähmig und in selbst nach den Maßstäben meiner hanseatischen Erziehung recht reservierten Weise nur zu, wenn ich mit mehr als 75% der Stimmen rechnen könne. In Banz war dann das Erstaunen der Teilnehmer auch mehr als spürbar, als die Gründungsväter mich vorschlugen. Es trat aber kein Gegenkandidat auf; alle nicht zum „inner circle“ Gehörenden waren wohl zu überrascht, um noch so schnell eine Alternative präsentieren zu können – „tout est si bien préparé, on ne peut rien faire“ hörte ich jemanden in den hinteren Rängen flüstern. Jedenfalls wurde ich mit großer Mehrheit gewählt, hatte also keine Chance mehr, der Aufgabe zu entkommen.

Rasch wurde dann ein Vorstand zusammengestellt und von der Versammlung gewählt. Dabei zahlte sich aus, daß ich in Straßburg ein wenig mitgeholfen hatte, jüngere Kollegen für das vorläufige Gründungsteam zu nominieren (Hudemann und Knipping). So waren zusammen mit Herrn Soutou von der französischen Seite wenigstens 50% jüngere Kollegen im Vorstand, gleichsam als wichtige Altersbalance zu den Endfünzigern Bariéty, Dupeux und Müller. Ihre Dynamik und ihr Engagement sollte dem Vorsitzenden die Arbeit enorm erleichtern.

In einer anschließenden improvisierten Vorstandssitzung wurden drei Aufgaben des Komitees fixiert: Interessenrepräsentation – Information – Forschungskoordination. Der letzte Punkt erregte unter den Mitgliedern der Tagung spürbare Bedenken: sensible Gemüter fürchteten, in ihrer Forscherindividualität unter Umständen bevormundet zu werden. Eine einführende Interpretation des Wortes „Koordination“ beruhigte zunächst. Das erste Bulletin mit einer umfangreichen Übersicht über laufende Forschungsaktivitäten und Fachveranstaltungen hat dann offenbar die Nützlichkeit koordinierender Hinweise wie vor allem der gegenseitigen Information erwiesen. Jedenfalls wurden erwähnte Besorgnisse nicht mehr laut.

Dem Vorstand gelang es, schon nach etwa drei Monaten im Januar 1990 das Bulletin 1 herauszubringen, das ein großes Echo über den Kreis der Mitglieder hinaus fand. Das wurde nur möglich durch die finanzielle Unterstützung durch die Bosch-Stiftung und den energischen Einsatz von Herrn Hudemann, den die Herren Hüser und Michels vor allem bei der mühevollen Zusammenstellung der Forschungsübersicht unterstützten. Die Bearbeitung des Bulletins no. 2 mit einem auf 28 Seiten erweiterten Forschungs-Informationen-Teil übernahm dann Herr Knipping. Nicht zuletzt war es das rasche Erscheinen der ersten beiden Nummern des Bulletins, welches die Akzeptanz der Vorstandsarbeit unter den Mitgliedern sicherstellte.

Die Aufgabe der Interessenrepräsentation wurde durch die Rundreise des Vorsitzenden in den Monaten nach der Komitee-Gründung nach Bonn (Ausw. Amt, Forschungsministerium), Göttingen (MPI und frz. Hist.-Mission) und München (IfZG) sowie durch Pressekontakte wahrgenommen. Die Nachricht von der Komitee-Gründung fand eine durch die Bank positive, gelegentlich auch etwas abwartende Aufnahme.

Die Gründungsversammlung hatte in Banz beschlossen, daß der Vorstand alle zwei Jahre ein großes methodenübergreifendes Colloquium organisieren möge. Es war vor allem dem unermüdlichen Eifer und dem Organisationstalent des damaligen Generalsekretärs Georges-Henri Soutou zu verdanken, daß dieses Colloque schon im Oktober 1990 in Arc-et-Senans stattfinden konnte. Der Vorstand erarbeitete dazu ein Programm auf Grundlage des von mir angeregten und von der Gründungsversammlung genehmigten Eliten-Themas. Es erwies sich als so fruchtbar, daß ein weiteres Colloquium ihm gewidmet wurde. Herrn Hudemanns Energie und Entschlossenheit war es zu verdanken, daß alsdann die Veröffentlichung der Colloquiumsbeiträge in einer neu zu gründenden Publikationsreihe erfolgen konnte. Der Vorstand konnte mit dem in relativ kurzer Zeit Erreichten einigermaßen zufrieden sein.

Mühsam und zeitraubend waren die Verhandlungen zur vereinsrechtlichen Fixierung des Komitees, um die sich vor allem der Vorsitzende kümmerte. Dabei traten zwei Probleme auf. Erstens die Grundsatzfrage, ob wir ein bi-nationales Komitee sein wollen oder zwei nationale Komitees, die nur unter einer Art Holding agieren. Hierzu gab es zunächst recht dezidierte kontroverse Ansichten; und zweitens vor allem das sehr verschiedenartige Vereinsrecht in Deutschland und Frankreich, das einen bi-nationalen Verein nicht vorsah. Die interne Klärung gelang im Verlauf einiger lebhafter Debatten im Vorstand alsbald aufgrund der Einsicht und des letztlich sich durchsetzenden guten Willens aller Beteiligten. Vor allem half uns eine just zu diesem Zeitpunkt erfolgte Veränderung des französischen Vereinsrechtes von 1901. Diese Probleme aber führten dazu, daß die Satzung erst im Januar 1991 im Bulletin No. 3 publiziert werden konnte. Neue Hürden, die das zuständige Finanzamt in der Frage der Steuerbegünstigung aufrichtete, erforderten weitere mühsame Verhandlungen; die Steuerprivilegierung wurde erst im Juni 1995 zugestanden.

Die Bilanz der zwei Amtsjahre des ersten Vorstandes war meines Erachtens insgesamt positiv: Zwei Bulletins mit rund 140 Seiten wurden ediert und finanziert; ein sehr erfolgreiches Colloquium organisiert, ein zweites thematisch vorbereitet sowie die vereinsrechtlichen Grundlagen des Komitees gelegt. An der zunehmenden Zahl der Anträge auf Mitgliedschaft

ließ sich die wachsende Akzeptanz des Komitees ablesen. Der Vorstand konnte mit dem Erreichten einigermaßen zufrieden sein.

7. Georges-Henri Soutou, Paris

Mon premier souvenir comme membre de la première génération de notre Comité, immédiatement après celle des Pères fondateurs, c'est d'abord ce réseau de liens d'amitié qui se sont créés ou développés autour de notre entreprise. En effet celle-ci était très nouvelle, en tout cas dans le contexte de l'époque, et relativement audacieuse, pour différentes raisons que je vais tenter de vous exposer.

Tout d'abord il fallait établir des statuts. Or, comme vous le savez, même si les Français et les Allemands sont sans doute parmi les peuples européens les plus amateurs d'associations formelles, avec président, assemblée générale, etc., il n'existait pas, et il n'existe d'ailleurs toujours pas, un droit européen des associations, ou même un modèle-type à l'échelle de l'Union dans ce domaine. Il n'est tout simplement pas possible d'établir une association de statut européen ou même simplement bi-national.

Il fallait donc innover, c'est-à-dire fonder sur le plan juridique deux associations, avec des statuts déposés dans chacun des deux pays, mais qui puissent fonctionner en fait comme une association unique, bien entendu.

Or, si les deux législations en matière d'association sont très comparables, elles ne sont pas exactement semblables: il fallait trouver un biais afin d'aboutir à des statuts suffisamment proches pour pouvoir permettre en fait le fonctionnement d'un unique Comité franco-allemand intégré, tout en étant en accord avec les deux législations nationales. A côté, Schuman et Monnet, c'était de la petite bière...

Modestement je pense que c'est là que j'ai pu, avec l'aide de nos amis, déjà maintes fois cités ce soir, en particulier grâce à la largeur de vues de notre premier président Klaus-Jürgen Müller, grâce aussi à l'astuce souriante et infiniment cultivée du regretté Louis Dupeux, apporter une certaine contribution: nous sommes à ma connaissance la seule association de ce genre, aux statuts déposés (ce qui n'est pas sans intérêt, ne serait-ce que du point de vue fiscal pour la partie allemande), qui soit réellement binationale. C'était *bahnbrechend*, même si nous n'avons guère fait exemple, me semble-t-il...

Il y avait un deuxième problème, disons-le très franchement. Les historiens du côté français pensaient au départ qu'il fallait, sauf bien sûr des exceptions, rester en principe entre histo-

riens. Nos collègues allemands estimaient impossible d'écartier *a priori* les romanistes de leurs universités. Sur ce premier débat s'en superposait un second: fallait-il considérer le Comité d'abord comme un organe assez restreint d'étude des rapports franco-allemands, dans un sens assez classique? Ou fallait-il s'engager plus largement dans l'histoire comparée des deux pays et de leurs sociétés? Finalement le problème a été résolu à deux niveaux: tout d'abord à celui des statuts, avec la formule élégante ouvrant le Comité à tous les collègues "ayant recours à des méthodes historiques", ce qui permettait de dépasser les cadres disciplinaires, à l'époque tout au moins plus rigides en France qu'en Allemagne.

Ensuite, dans la pratique et très simplement, on a fait les deux: et de l'histoire comparée, à commencer par les deux premiers colloques consacrés aux élites, et de l'histoire plus "classique", avec le troisième colloque, consacré aux Tiers dans les relations franco-allemandes. Ainsi tout le monde s'est enrichi des apports méthodologiques du voisin, et finalement notre Comité est devenu, j'ose le dire, l'une des entreprises d'histoire comparée européenne les plus vivantes. Ce n'était encore qu'une vision très vague au départ. L'une des forces de notre Comité est de permettre ainsi une grande souplesse dans le choix des thèmes et des méthodologies. Mais, une fois de plus, rien de tout cela n'était évident ou facile au départ.

Une dernière remarque, plus personnelle. La création de notre Comité s'est produite au point de relève de deux générations: celle pour laquelle la relation franco-allemande était encore un problème, problème réglé certes mais problème quand même, et celle pour laquelle elle était une évidence justement sans problème. Par mon âge, que je qualifierais d'intermédiaire, tout en faisant partie de la nouvelle génération je comprenais la première. *Das war die Gnade der mittleren Geburt!*

J'avoue n'avoir pas entendu parler à l'époque des indications "culturelles" du sommet de Francfort de 1986, mais il est vrai que je n'ai pas fait partie des fondateurs. *Sancta simplicitas*, c'est dans cet état d'esprit que j'ai donc abordé à l'époque la question. En tout état de cause, et c'est toujours ma position, il s'agissait de faire de l'histoire sur un thème qui n'est pas sans intérêt me semble-t-il au niveau européen: l'histoire des rapports entre l'Allemagne et la France, entre leurs peuples, entre leurs sociétés, entre leurs cultures. Je me suis laissé dire qu'un certain désenchantement, une certaine indifférence à propos de la relation franco-allemande se font jour: à nous de contribuer à les combattre!

Postface | Nachwort

Dietmar Hüser, Kassel

Seit 1986 als Student an der Universität des Saarlandes und als wissenschaftliche Hilfskraft am Lehrstuhl von Prof. Hudemann, sind mir die Belange des Deutsch-Französischen Historikerkomitees rasch zu einer vertrauten Materie geworden. An die damaligen Überlegungen, ein solches Projekt auf den Weg zu bringen, und an die Relevanz, die alle Beteiligten einer solchen binationalen Initiative geschichtswissenschaftlicher Kooperation beimaßen, kann ich mich gut erinnern. Auch daran, daß sich von Beginn an Pioniergeist und Aufbruchstimmung damit verbanden, zugleich zahlreiche knifflige Aufgaben und schwierig zu lösende Probleme. All dies ließ sich auf der Gründungstagung des Komitees im Kloster Banz 1988, auch noch bei den ersten Folgetagungen mit Händen greifen. Und all dies offenbaren nun auch die Rückschauen derer, die – neben anderen – in der Frühphase des Komitees seinen Aufbau und seine Verstetigung vorangetrieben hatten und die 20 Jahre später auf der Kasseler Medientagung 2008 präsent sein konnten. Empfund der Vorstand es schon damals als eine große Ehre, die Wegbereiter des Komitees im Eulensaal der Murhardschen Bibliothek zu einem Runden Tisch zu empfangen, so ist es nun eine große Freude, gemeinsam mit Jean-Paul Cahn die schriftlichen Versionen der Beiträge zu präsentieren.

Eine kritische Durchsicht veranschaulicht die von vornherein hochgesteckten Ziele des Komitees und eine Bilanz, die sich aus heutiger Warte mehr als sehen lassen kann. Nicht nur allgemein: hat sich doch parallel zur Komitee-Historie der letzten zwei Jahrzehnte ein breiter historiographischer Konsens ausgebildet über die eminente Rolle transnationaler zivilgesellschaftlicher Netzwerke, Akteursgruppen und Experten-Öffentlichkeiten. Dazu zählt fraglos auch das Deutsch-Französische Historikerkomitee. Doch konkreter und sichtbarer noch: 1988 die Gründungs-, 1990 die erste „reguläre“, seitdem alle zwei Jahre eine weitere Tagung im turnusmäßigen Wechsel deutscher und französischer Veranstaltungsorte; 1994 der erste Sammelband des Komitees im Münchener Oldenbourg Verlag, seitdem acht weitere publizierte Tagungsbände sowie andere deutsch-französische Titel in der 2005 eigens eingerichteten Reihe des Historikerkomitees beim Stuttgarter Steiner Verlag; 1990 das erste Bulletin, seitdem – mit dieser Sondernummer – achtzehn weitere der etwas handwerklich anmutenden, aber ungemein nützlichen Informationsbroschüren über Projekte, Publikationen, Kooperationsmöglichkeiten, etc.

Nicht alles ließ sich realisieren. Manches – der anfangs betriebene Aufbau teildisziplinärer Arbeitsgruppen etwa – geriet zur Überforderung, anderes in das Spannungsfeld einer sich fachspezifisch wie interdisziplinär ausweitenden deutsch-französischen Kooperationslandschaft in den Geistes-, Kultur- und Sozialwissenschaften. Etliche Anstöße trugen Früchte, bisweilen in Kontexten und Strukturen außerhalb des Komitees. Hinzu kamen neue Herausforderungen. Zuletzt etwa der Dissertationspreis, 2008 erstmals verliehen, oder der Internet-Auftritt des Komitees, seit 2006 in Angriff genommen. Oder auch die Satzungsänderungen, 2006 auf der Religionstagung in Nancy durch die Mitgliederversammlung beschlossen, 2010 dann nach langem Kampf, angedrohten Bußgeldern und notariellen Hilfestellungen akzeptiert vom Hamburger Amtsgericht, dem Sitz des „deutschen“ Vereins eines binationalen Historikerkomitees. Ein Musterbeispiel für das juristisch-administrative Verhindern statt Befördern grenzüberschreitender Wissenschaftskooperation in der konkreten Praxis heute, zugleich ein Indiz, wie verzwickt es erst in der Gründungsphase des Komitees gewesen sein muß, nationale Vereinsrechte mit dem Ziel einer rechtlich binational integrierten Institution in Einklang zu bringen.

Bei allen Leistungen sind Verbesserungen stets denkbar. Das Bulletin erfüllt weiter seine Funktion und erfreut sich reger Nachfrage, die Rubrik „Publikationen der Mitglieder“ sollte aber wieder stärker über nicht-publizierte Forschungs- und studentische Qualifikationsarbeiten, kurz: „über in Arbeit befindliche und über gerade abgeschlossene Projekte und Einzelarbeiten ... berichten“, wie dies Klaus-Jürgen Müller im Vorwort des ersten Bulletins 1990 formuliert hat. Noch intensiver gilt es künftig über Tagungsthemen nachzudenken, die angesichts des immer breiter werdenden Angebots „ziehen“. Denn der „Kern der Arbeit des Komitees kristallisiert sich um Tagungen“, so Rainer Hudemann und Georges-Henri Soutou im Vorwort des ersten Komitee-Sammelbandes 1994: dabei wird es bleiben. Die Integrationsfunktion eines methodenübergreifenden deutsch-französischen Komitees für Historikerinnen und Historiker des 19. und 20. Jahrhunderts stellt eine große Stärke dar, macht freilich die Wahl eines Themas nicht einfacher, das stärker an aktuelle Forschungsdebatten anknüpft und die Sichtbarkeit des Komitees erhöht. Wünschenswert aus Vorstandssicht sind sicher vermehrte Rückmeldungen und konstruktive Vorschläge aus dem Kreis der Mitglieder, sowohl derer, die schon länger dabei sind, als auch derer, die der Vorstand zuletzt aufgenommen hat. Da das Komitee zwangsläufig immer älter wird, bleibt eine maßgebliche Aufgabe, aktiv jüngere Kolleginnen und Kollegen – seit 2008 waren es 23 – für die Mitarbeit im Historikerkomitee zu gewinnen.

Als aktueller und satzungsgemäß bald wieder scheidender Präsident darf ich im Namen des gesamten Vorstandes dem Deutsch-Französischen Historikerkomitee viele weitere erfolgreiche Jahre wünschen bei dem selbstgestellten, auf Dauer angelegten Programm, den methodenübergreifenden bi- und plurinationalen Dialog beim Erforschen der deutschen und französischen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts zu fördern. Gewiß wird die im September anstehende Globalisierungstagung in Lille einen weiteren Markstein setzen.

Les auteurs | Autoren

Jacques Bariéty, professeur émérite à l'université de Paris IV Sorbonne, membre du bureau provisoire 1987-1988 et du premier bureau élu 1988-1990 | Prof. Dr. Jacques Bariéty (Université Paris IV Sorbonne), Mitglied des Gründungsvorstandes 1987-1988 und Mitglied des ersten gewählten Vorstandes 1988-1990

Josef Becker, professeur émérite à l'université d'Augsbourg, docteur honoris causa, secrétaire général du bureau provisoire du comité des historiens 1987-1988 | Prof. Dr. Dr. h.c. Josef Becker (Universität Augsburg), Generalsekretär des Gründungsvorstandes des Historikerkomitees 1987-1988

Jean-Paul Cahn, professeur à l'université de Paris IV Sorbonne, membre des bureaux 2004-2010 et président du comité des historiens 2006-2008 | Prof. Dr. Jean-Paul Cahn (Université Paris IV Sorbonne), Mitglied der Vorstände 2004-2010 und Präsident des Historikerkomitees 2006-2008

Rainer Hudemann, professeur à l'université de la Sarre, docteur honoris causa, membre du bureau provisoire 1987-1988 et des bureaux élus 1988-1996, président du comité des historiens 1992-1994 | Prof. Dr. Dr. h.c. Rainer Hudemann (Universität des Saarlandes), Mitglied des Gründungsvorstandes 1987-1988 und Mitglied der gewählten Vorstände 1988-1996, Präsident des Historikerkomitees 1992-1994

Dietmar Hüser, professeur à l'université de Kassel, membre des bureaux 2004-2010 et président du comité des historiens 2008-2010 | Prof. Dr. Dietmar Hüser (Universität Kassel), Mitglied der Vorstände 2004-2010 und Präsident des Historikerkomitees 2008-2010

Franz Knipping, professeur à l'université de Wuppertal, membre du bureau provisoire 1987-1988 et des bureaux élus 1988-1996 | Prof. Dr. Franz Knipping (Bergische Universität Wuppertal), Mitglied des Gründungsvorstandes 1987-1988 und Mitglied der gewählten Vorstände 1988-1996

Klaus-Jürgen Müller, professeur émérite à l'université de Hambourg, docteur honoris causa, membre des bureaux 1988-1994 et premier président allemand du comité des historiens 1988-1990 | Prof. Dr. Dr. h.c. Klaus-Jürgen Müller (Universität Hamburg), Mitglied der Vorstände 1988-1994 und erster deutscher Präsident des Historikerkomitees 1988-1990

Georges-Henri Soutou, professeur émérite à l'université de Paris IV Sorbonne, membre des bureaux 1988-1994 et premier président français du comité des historiens 1990-1992 | Prof.

Dr. Georges-Henri Soutou (Universität Paris IV Sorbonne), Mitglied der Vorstände 1988-1994 und erster französischer Präsident des Historikerkomitees 1990-1992

Jean-Marie Valentin, professeur émérite à l'université de Paris IV Sorbonne, membre du bureau provisoire du comité des historiens 1987-1988 | Prof. Dr. Jean-Marie Valentin (Universität Paris IV Sorbonne), Mitglied des Gründungsvorstandes des Historikerkomitees 1987-1988

Annexe | Anhang

Membres du bureau 1987/88-2010 | Vorstandsmitglieder 1987/88-2010

Bureau provisoire | Gründungsvorstand:

Straßburg 1987:

Raymond **Poidevin** (Prés. | Vors.) / Josef Becker (Secr. gén. | Stellv. Vors.)

Jacques Bariéty, Rainer Hudemann, Franz Knipping, Jean-Marie Valentin

Bureaux élus depuis 1988 | Gewählte Vorstände seit 1988:

Kloster Banz 1988:

Klaus-Jürgen **Müller** / Georges-Henri Soutou

Jacques Bariéty, Louis Dupeux, Rainer Hudemann, Franz Knipping

Arc-et-Senans 1990:

Georges-Henri **Soutou** / Klaus-Jürgen Müller

Christian Baechler, Louis Dupeux, Rainer Hudemann, Franz Knipping

Mettlach 1992:

Rainer **Hudemann** / Georges-Henri Soutou

Christian Baechler, Louis Dupeux, Franz Knipping, Klaus-Jürgen Müller

Paray-le-Monial 1994:

Louis **Dupeux** / Rainer Hudemann

Beatrix Bouvier, Christian Baechler, Franz Knipping, Nicole Piétri

Otzenhausen 1996:

Beatrix **Bouvier** / François Roth

Stefan Fisch, Pierre Guillen, Ilja Mieck, Nicole Piétri

Verdun 1998:

François **Roth** / Beatrix Bouvier

Stefan Fisch, Pierre Guillen, Ilja Mieck, Nicole Piétri

Otzenhausen 2000:

Stefan **Fisch** / Michel Fabreguet

Armin Heinen, Chantal Metzger, Ilja Mieck, François Roth

Pont-à-Mousson 2002:

Chantal **Metzger** / Stefan Fisch

Corine Defrance, Michel Fabreguet, Armin Heinen, Hartmut Kaelble

Bonn 2004:

Hartmut **Kaelble** / Jean-Paul Cahn

Corine Defrance, Armin Heinen, Dietmar Hüser, Chantal Metzger

Nancy 2006:

Jean-Paul **Cahn** / Hartmut Kaelble

Corine Defrance, Jean-François Eck, Dietmar Hüser, Guido Thiemeyer

Kassel 2008:

Dietmar **Hüser** / Jean-François Eck

Jean-Paul Cahn, Etienne François, Reiner Marcowitz, Guido Thiemeyer

Colloques du Comité 1988-2010 | Tagungen des Komitees 1988-2010

Kloster Banz, 10. bis 12. Oktober 1988:

Französische Einflüsse in Deutschland 1871-1939 | Les influences françaises en Allemagne entre 1871 et 1939

La saline royale d'Arc-et-Senans, 11 au 13 octobre 1990:

Elites en Allemagne et en France aux XIX^{ème} / XX^{ème} siècles - Structures et relations I | Eliten in Frankreich und Deutschland im 19. / 20. Jahrhundert - Strukturen und Beziehungen I

Benediktiner-Abtei Mettlach, 5. bis 7. November 1992:

Eliten in Frankreich und Deutschland im 19. / 20. Jahrhundert - Strukturen und Beziehungen II | Elites en Allemagne et en France aux XIX^{ème} / XX^{ème} siècles - Structures et relations II

Paray-le-Monial, 5 au 8 octobre 1994:

Les tiers dans les relations franco-allemandes | Die Rolle Dritter in den deutsch-französischen Beziehungen

Europäische Akademie Otzenhausen, 15. bis 18. September 1996:

Nachkriegsgesellschaften in Frankreich und Deutschland im 20. Jahrhundert | Sociétés d'après-guerre en Allemagne et en France au XX^{ème} siècle

Verdun, 13 au 16 septembre 1998:

La France et l'Allemagne face à la Russie depuis le XIX^{ème} siècle | Deutschland und Frankreich in Begegnung und Konfrontation mit Rußland seit dem 19. Jahrhundert

Europäische Akademie Otzenhausen, 17. bis 20. September 2000:

Machtstrukturen im Staat in Frankreich und Deutschland - Organisationen und Personen | Les structures de pouvoir en Allemagne et en France - Les institutions et les hommes

Abbaye des Prémontrés, Pont-à-Mousson, 15 au 18 septembre 2002:

Apprendre et enseigner en Allemagne et en France | Lernen und Lehren in Frankreich und Deutschland

Gustav-Stresemann-Institut Bonn, 24. bis 26. September 2004:

Deutschland - Frankreich - Nordamerika: Transfers, Imaginationen, Beziehungen | Allemagne - France - Etats-Unis: transferts, imaginaires, relations

Université Nancy 2, 28 au 30 septembre 2006:

Religions et laïcité en Allemagne et en France aux 19^{ème} / 20^{ème} siècles | Religiöse Kulturen und Weltlichkeit in Frankreich und Deutschland im 19. / 20. Jahrhundert

Universität Kassel, 9. bis 11. Oktober 2008:

Medien - Debatten - Öffentlichkeiten in Frankreich und Deutschland im 19. / 20. Jahrhundert
| Médias, débats et espaces publics en Allemagne et en France aux 19^{ème} / 20^{ème} siècles

Université Lille 3, 23 au 25 septembre 2010:

L'Allemagne et la France dans la mondialisation des 19^{ème} / 20^{ème} siècles | Frankreich und Deutschland in der Globalisierung des 19. / 20. Jahrhunderts

Publications du Comité | Veröffentlichungen des Komitees

Ouvrages collectifs 1994-2010 | Sammelbände 1994-2010

Eliten in Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert - Strukturen und Beziehungen. Elites en France et en Allemagne aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles - Structures et relations, Bd. 1, hg. v. **Rainer Hudemann u. Georges-Henri Soutou**, München: R. Oldenbourg Verlag 1994.

Eliten in Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert - Strukturen und Beziehungen. Elites en France et en Allemagne aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles - Structures et relations, Bd. 2, hg. v. **Louis Dupeux, Rainer Hudemann u. Franz Knipping**, München: R. Oldenbourg Verlag 1996.

Les tiers dans les relations franco-allemandes. Dritte in den deutsch-französischen Beziehungen, hg. v. **Christian Baechler u. Klaus-Jürgen Müller**, München: R. Oldenbourg Verlag 1996.

Nachkriegsgesellschaften in Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert. Sociétés d'après-guerre en France et en Allemagne au 20^e siècle, hg. v. **Ilja Mieck u. Pierre Guillen**, München: R. Oldenbourg Verlag 1998.

Deutschland - Frankreich - Rußland. Begegnung und Konfrontation. La France et l'Allemagne face à la Russie, hg. v. **Ilja Mieck u. Pierre Guillen**, München: Oldenbourg Wissenschafts-Verlag 2000.

Machtstrukturen im Staat: Organisationen und Personen. Les structures de pouvoir en France et en Allemagne: Les institutions et les hommes, hg. v. **Stefan Fisch, Florence Gauzy u. Chantal Metzger**, Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2007 (= Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees, Band 1).

Lernen und Lehren in Frankreich und Deutschland. Apprendre et enseigner en Allemagne et en France, hg. v. **Stefan Fisch, Florence Gauzy u. Chantal Metzger**, Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2007 (= Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees, Band 2).

Deutschland - Frankreich - Nordamerika: Transfers, Imaginationen, Beziehungen. Allemagne - France - Etats-Unis: transferts, imaginaires, relations, hg. v. **Chantal Metzger u.**

Hartmut Kaelble, Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2006 (= Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees, Band 3).

Tour de France. Eine historische Rundreise. Festschrift für Rainer Hudemann, hg. v. **Armin Heinen u. Dietmar Hüser** (in Zusammenarb. m. Anne Günther), Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2008 (= Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees, Band 4).

Religion und Laizität in Frankreich und Deutschland im 19. und 20. Jahrhundert. Religions et laïcité en France et en Allemagne aux 19e et 20e siècles, hg. v. **Jean-Paul Cahn u. Hartmut Kaelble**, Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2008 (= Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees, Band 5).

Koloniale Politik und Praktiken Deutschlands und Frankreichs 1880–1962. Politiques et pratiques coloniales dans les empires allemands et français 1880–1962, hg. v. **Alain Chatriot u. Dieter Gosewinkel**, Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2010 (= Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees, Band 6). (im Druck)

Medien - Debatten - Öffentlichkeiten in Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert. Médias, débats et espaces publiques en Allemagne et en France aux 19e et 20e siècles, hg. v. **Dietmar Hüser und Jean-François Eck**, Stuttgart: Franz Steiner Verlag 2010 (= Schriftenreihe des Deutsch-Französischen Historikerkomitees, Band 7). (im Erscheinen)

Bulletins du Comité 1990-2010 | Bulletins des Komitees 1990-2010

Bulletin Nr. 1, Januar 1990, 68 S.,

hg. v. Rainer Hudemann (red. Mitarb.: D. Hüser)

Bulletin Nr. 2, Juli 1990, 80 S.,

hg. v. Franz Knipping (red. Mitarb.: A. Gutmann u. S. Klumpp)

Bulletin n° 3, Janvier 1991, 40 p.,

éd. par Christian Baechler

Bulletin n° 4, Juillet 1991, 34 p.,

éd. par Christian Baechler

Bulletin Nr. 5, Januar 1992, 64 S.,

hg. v. Franz Knipping (red. Mitarb.: F. Schoss)

Bulletin Nr. 6, August 1992, 28 S.,

hg. v. Klaus-Jürgen Müller (red. Mitarb.: E. Michels)

Bulletin n° 7, Février 1993, 52 p.,

éd. par Georges-Henri Soutou (collab. réd.: G. Rouche)

Bulletin n° 8, Novembre 1993, 43 p.,

éd. par Georges-Henri Soutou (collab. réd.: G. Rouche-Maelstaf)

Bulletin Nr. 9, Januar 1994, 34 S.,

hg. v. Klaus-Jürgen Müller (red. Mitarb.: M. Puttfarcken u. M. Eickel)

Bulletin Nr. 10, Februar 1995, 60 S.,

hg. v. Klaus-Jürgen Müller (red. Mitarb.: M. Lohmann-Puttfarcken, K. Sörensen u. M. Eickel)

Bulletin Nr. 11, Februar 1996, 60 S.,

hg. v. Rainer Hudemann (red. Mitarb.: A. Schlamm u. M. Müller-Kalmes)

Bulletin n° 12, Mai 1997, 44 p.,

éd. par François Roth

Bulletin n° 13, Juin 1998, 67 p.,

éd. par François Roth

Bulletin Nr. 14, März 2000, 85 S.,

hg. v. Stefan Fisch

Bulletin n° 15, Juin 2002, 74 p.,

éd. par Chantal Metzger

Bulletin Nr. 16, Juli 2004, 62 S.,

hg. v. Armin Heinen

Bulletin n° 17, Septembre 2006, 72 p.,

éd. par Corine Defrance

Bulletin Nr. 18, September 2008, 82 S.,

hg. v. Dietmar Hüser u. Guido Thiemeyer

Bulletin n° 19 (numéro spécial) | **Nr. 19** (Sondernummer), Août | August 2010, 60 p. | 60 S.,

éd. par | hg. v. Jean-Paul Cahn u. Dietmar Hüser

Bulletin n° 20 | **Nr. 20**, Septembre | September 2010, à paraître | im Erscheinen

éd. par | hg. v. Jean-Paul Cahn u. Dietmar Hüser